

Le 9 février 2017

TELUS enregistre d'excellents résultats au quatrième trimestre de 2016 et annonce ses objectifs financiers 2017

Grand nombre de mises en service dans les secteurs de croissance clés, avec 127 000 nouvelles mises en service nettes postpayées du côté des services mobiles, d'Internet et de TELUS TV, en hausse de 17 pour cent par rapport à l'an dernier

Plus faible taux de désabonnement mensuel des services mobiles postpayés du secteur 0,98 pour cent; troisième année consécutive avec un taux sous la barre du 1 pour cent

Solide croissance du PMAA 3,9 pour cent et revenus à long terme par client les plus élevés 5 300 \$

Rendement de 1,2 milliard de dollars pour les actionnaires en 2016; objectif de 7 à 10 pour cent d'augmentation du dividende en 2017

En 2017, augmentation des revenus pouvant atteindre 3.5 pour cent et croissance du BAIIA pouvant atteindre 6,0 pour cent sur une base consolidée

Vancouver (Colombie-Britannique) – Les produits d'exploitation consolidés de TELUS Corporation ont augmenté de 2,7 pour cent pour atteindre 3,3 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2016, par rapport à la même période l'an dernier, ce qui reflète la hausse des produits tirés des services de données et la croissance du nombre d'abonnés dans les secteurs mobiles et filaires. Le bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)¹ a chuté de 21 pour cent pour s'établir à 769 millions de dollars. Cette baisse s'explique par des frais de restructuration et d'autres frais considérablement plus élevés que prévu, lesquels comprenaient une charge de 305 millions de dollars pour la transformation de la rémunération (avec acquisition immédiate). Si l'on exclut les frais de restructuration et les autres frais, ainsi que les gains nets et la quote-part des bénéfices des coentreprises immobilières au quatrième trimestre de 2016, le BAIIA ajusté affiche une hausse de 3,1 pour cent pour s'établir à 1,1 milliard de dollars, et une hausse de 5,1 pour cent si on exclut un gain non récurrent sur certains actifs immobiliers au quatrième trimestre de 2015. Cette croissance reflète la hausse des produits tirés des services mobiles et filaires, ainsi que l'exécution continue des initiatives d'efficacité opérationnelle.

« Les solides résultats que TELUS a obtenus au quatrième trimestre dénotent à la fois des produits d'exploitation, un BAIIA et une croissance du nombre d'abonnés probants dans les secteurs mobiles et filaires de l'entreprise, a déclaré Darren Entwistle, président et chef de la direction. Nous pouvons compter sur une équipe exceptionnelle capable de tirer continuellement son épingle du jeu dans cet environnement compétitif en offrant la meilleure expérience client et la plus grande valeur pour les actionnaires dans le secteur. »

« En 2016, TELUS a mis à profit son bilan inégalé dans l'industrie en matière d'initiatives favorables aux actionnaires. Nous avons notamment remis plus de 1,2 milliard de dollars aux actionnaires sous la forme de dividendes et de rachats d'actions. Pour 2017, nous prévoyons une hausse du dividende de 7 à 10 pour cent. Depuis 2004, c'est donc quelque 14 milliards de dollars, somme qui comprend 8,7 milliards de dollars en dividendes et 5,2 milliards en rachats d'actions, que TELUS a remis à ses actionnaires, soit 24 \$ par action », a ajouté M. Entwistle.

« L'année 2017 sera une autre année où TELUS se sera fixé les objectifs les plus ambitieux du secteur en ce qui concerne les revenus, le BAIIA et la croissance du dividende. Cet état de fait témoigne de la confiance que nous avons dans toute l'entreprise TELUS. Ces objectifs sont représentatifs de l'excellence continue de notre stratégie à long terme et mettent en évidence la cohérence, la diversité et la force

combinée de nos services mobiles et filaires, nos deux secteurs d'exploitation qui servent de fondement à nos initiatives favorables aux actionnaires », a affirmé M. Entwistle.

Doug French, vice-président à la direction et chef des services financiers de TELUS a déclaré : « Les résultats de TELUS au quatrième trimestre montrent une fin d'année 2016 positive. Ils témoignent de la constance avec laquelle notre équipe exécute notre stratégie de longue date et s'acquitte de son mandat visant l'efficacité opérationnelle. En 2017, la prestation d'une solide performance financière et opérationnelle et d'une expérience client de premier plan, ainsi que le maintien d'un bilan solide, demeureront au centre de nos préoccupations alors que se poursuivront nos investissements générationnels dans les réseaux mobiles et à large bande. Grâce à ces investissements, TELUS continuera d'améliorer sa position de tête en matière de réseau, ce qui se traduira par une croissance rentable et des flux de trésorerie disponibles qui lui permettront d'offrir un rendement aux investisseurs pendant longtemps. »

Du côté des services mobiles, la croissance des produits de réseau a été stimulée par une augmentation de 11 pour cent des produits des services de données, du fait d'une proportion accrue de forfaits de deux ans à tarifs plus élevés, de l'abonnement à des lots de données plus généreux ou du réapprovisionnement en lots de données, de la croissance soutenue du nombre d'abonnés, d'une composition d'abonnés des services postpayés plus favorable, et d'une plus grande utilisation des données. Du côté des services filaires, la croissance des produits des services de données de 6,1 pour cent a été générée par l'augmentation des produits tirés des services Internet et de données améliorées (hausse constante du nombre d'abonnés et augmentation des produits par client), de la croissance des services d'impartition des processus d'affaires, et d'une augmentation des revenus tirés des services TELUS TV (hausse du nombre d'abonnés et augmentation des produits par client).

Durant le trimestre, TELUS a attiré 127 000 nouveaux clients à ses services mobiles postpayés, Internet haute vitesse et de télévision, en hausse de 18 000 par rapport au même trimestre de l'année précédente et de 12 000 par rapport au trimestre précédent. Au cours du trimestre, les ajouts nets se sont élevés à 87 000 clients des services mobiles postpayés, 24 000 abonnés du service Internet haute vitesse et 16 000 clients de TELUS TV. Ces gains ont été en partie limités par la perte continue des lignes téléphoniques traditionnelles et un déclin modéré du nombre d'abonnés des services mobiles prépayés. Le nombre total d'abonnés des services mobiles de TELUS, qui se chiffre à 8,6 millions, a crû de 1,5 pour cent par rapport à l'année dernière, ce qui reflète la hausse de 2,7 pour cent du nombre d'abonnés des services postpayés (plus de 7,5 millions). Le nombre de connexions Internet haute vitesse de TELUS a augmenté de 5,7 pour cent pour atteindre 1,7 million, et le nombre d'abonnés du service TELUS TV a affiché une hausse de 5,4 pour cent pour franchir la barre de 1 million.

À 0,98 pour cent, le taux de désabonnement mensuel des services mobiles postpayés enregistré par TELUS est inégalé dans le secteur. Il s'agit de la treizième fois au cours des 14 derniers trimestres que le taux de désabonnement des services postpayés de TELUS est inférieur à 1 pour cent. Pour l'année, le taux de désabonnement mensuel a été de 0,95 pour cent.

FAITS SAILLANTS SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non audités)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation en %
	2016	2015	
Produits d'exploitation	3 305	3 217	2,7
Dépenses d'exploitation avant dépréciation et amortissement	2 536	2 239	13,3
BAlIA ⁽¹⁾	769	978	(21,3)
BAlIA, frais de restructuration et autres frais exclus ⁽¹⁾⁽²⁾	1 117	1 077	3,7
BAlIA ajusté ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾	1 110	1 077	3,1
Bénéfice net	87	261	(66,7)
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	81	261	(69,0)
Bénéfice net ajusté ⁽⁴⁾	316	324	(2,5)
Bénéfice par action (BPA)	0,14	0,44	(68,2)
BPA de base ajusté ⁽⁴⁾	0,53	0,54	(1,9)
Dépenses en immobilisations	794	655	21,2
Flux de trésorerie disponible ⁽⁵⁾	(191)	197	non significatif
Connexions d'abonnés totales ⁽⁶⁾	12,673	12,495	1,4

- (1) Le BAlIA n'est pas une mesure définie par les PCGR et n'a pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. TELUS donne des prévisions et fait état de son BAlIA parce qu'il s'agit d'un instrument clé de l'évaluation de la performance aux niveaux consolidé et segmenté. Pour plus de définitions et d'explications sur cette mesure, veuillez vous reporter à la section 4.1 du rapport de gestion des activités du quatrième trimestre de 2016 ci-joint.
- (2) Pour le quatrième trimestre de 2016 et de 2015, les frais de restructuration et autres frais étaient respectivement de 348 millions de dollars et de 99 millions de dollars. Au quatrième trimestre de 2016, les autres frais incluent une charge de 305 millions de dollars pour la transformation de la rémunération.
- (3) Le BAlIA ajusté pour le quatrième trimestre de 2016 exclut : 1) les frais de restructuration et autres frais de 348 millions de dollars et 2) les gains nets et la quote-part des bénéfices des coentreprises immobilières qui s'élèvent à 7 millions de dollars.
- (4) Le bénéfice net ajusté et le BPA de base ajusté ne sont pas des mesures définies par les PCGR et n'ont pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Ces termes sont définis dans le présent communiqué de presse comme exclus du bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et du BPA de base (après impôts sur les bénéfices) : 1) les frais de restructuration et autres frais aux quatrième trimestres de 2016 et de 2015; 2) les redressements d'impôt favorables au quatrième trimestre de 2016 et de 2015; 3) les gains nets et la quote-part des bénéfices des coentreprises immobilières au quatrième trimestre de 2016. Pour une analyse plus approfondie du bénéfice net ajusté et du BPA de base ajusté, veuillez vous reporter à la section 1.2 du rapport de gestion des activités du quatrième trimestre de 2016 ci-joint.
- (5) Le flux de trésorerie disponible n'est pas une mesure définie par les PCGR et n'a pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Pour la définition de cette mesure et d'autres explications, veuillez vous reporter à la section 4.1 du rapport de gestion des activités du quatrième trimestre de 2016 ci-joint.
- (6) La somme des abonnés actifs des services mobiles, des lignes résidentielles, des abonnés des services Internet haute vitesse et des abonnés du service de télévision (Télé OPTIK^{MC} et TELUS TV Satellite^{MC}) mesurée à la fin des périodes respectives selon les renseignements provenant du système de facturation et d'autres systèmes. Après un nouvel examen du nombre d'abonnés de TELUS, le nombre d'abonnés des services mobiles postpayés au début du T1 de 2016 a diminué de 45 000 et le nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse au début du T1 de 2016 a augmenté de 21 000.

Pour le trimestre, les produits d'exploitation nets de 87 millions de dollars et le bénéfice par action de base (BPA) de 0,14 \$ ont été touchés par des frais de restructuration et d'autres frais considérablement plus élevés, causés essentiellement par la charge pour la transformation de la rémunération. Si on exclut ces frais, les gains nets et la quote-part des bénéfices des coentreprises immobilières et les redressements d'impôt favorables, le bénéfice net ajusté a reculé de 2,5 pour cent, alors qu'à 0,53 \$, le BPA de base ajusté a chuté légèrement par rapport à la même période l'an dernier.

Les flux de trésorerie⁵ disponibles sont en baisse à (191) millions de dollars au quatrième trimestre, par rapport à 197 millions de dollars l'an dernier, en raison principalement de la charge pour la transformation de la rémunération et de dépenses en immobilisations plus élevées.

Au quatrième trimestre de 2016, TELUS a distribué 311 millions de dollars à ses actionnaires, dont 272 millions de dollars en dividendes et 39 millions de dollars par l'achat d'actions lors de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2017. En 2016, TELUS a distribué plus de 1,2 milliard de dollars à ses actionnaires, dont 1,07 milliard de dollars en dividendes et environ 169 millions de dollars par l'achat de 4,3 millions d'actions.

Ce communiqué contient des énoncés portant sur le rendement financier et le rendement d'exploitation de TELUS (la « société ») et sur des événements futurs qui sont prospectifs, dont les prévisions et objectifs annuels pour 2017 et les augmentations futures du dividende. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la société qu'elle émette des hypothèses et des prévisions, et à ce titre, ils sont soumis à des risques et à des incertitudes. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et le rendement futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, la lecture des énoncés prospectifs inclus dans le présent communiqué devrait se faire conjointement avec la mise en garde incluse dans le rapport de gestion des activités du quatrième trimestre de 2016 ci-joint. Les énoncés prospectifs inclus dans le présent communiqué sont publiés sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses qui sous-tendent les prévisions et objectifs annuels pour 2017, les hausses semestrielles des dividendes jusqu'en 2019, la capacité de mener à terme le programme pluriannuel de rachats d'actions jusqu'en 2019) et sont assujettis aux conditions et aux facteurs de risque mentionnés dans le rapport de gestion des activités, dans le rapport annuel de gestion de 2016 et dans d'autres documents divulgués au public par TELUS ou déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (sur SEDAR à sedar.com) et aux États-Unis (sur EDGAR à sec.gov). Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué font état de nos prévisions à la date du présent communiqué et, de ce fait, pourraient subir des modifications après cette date. Dans la mesure prévue par la loi, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs et se réserve le droit de changer ses pratiques habituelles de mise à jour des objectifs et des orientations, à tout moment et à sa discrétion.

Aperçu du quatrième trimestre de 2016

Services mobiles de TELUS

- Les produits tirés du réseau mobile ont atteint 1,7 milliard de dollars, soit une augmentation de 86 millions de dollars, ou 5,4 pour cent, d'une année à l'autre. Cette croissance a été stimulée par une proportion accrue de forfaits de deux ans à tarifs plus élevés, d'abonnements à des lots de données plus généreux ou de réapprovisionnements en lots de données, la croissance soutenue du nombre d'abonnés, une composition d'abonnés des services postpayés plus favorable, et une plus grande utilisation des données. Le déclin constant des produits des services vocaux est venu partiellement faire contrepoids à cette croissance. Il s'explique par l'adoption accrue des forfaits d'appels nationaux illimités et la tendance continue mais modérée à utiliser les services de transmission de données comme solution de rechange.
- Le PMAA combiné a augmenté de 3,9 pour cent pour atteindre 66,24 \$. Il s'agit du vingt-cinquième trimestre consécutif de croissance d'une année à l'autre du PMAA combiné de TELUS. Cet élan a été stimulé par la croissance des produits tirés du réseau de transmission de données, telle qu'elle est décrite ci-dessus.
- Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés a diminué de trois points de base d'une année à l'autre, pour s'établir à 0,98 pour cent. Cette baisse reflète notre détermination à accorder la priorité aux clients et l'importance que nous accordons à nos programmes de rétention. L'intensité de la concurrence et les effets du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, y ont fait partiellement contrepoids. Le taux de désabonnement mensuel combiné s'est amélioré de 7 points de base pour s'établir à 1,25 pour cent, ce qui témoigne de l'amélioration des taux de désabonnement des services postpayés et prépayés, ainsi que de l'augmentation du nombre d'abonnés des services postpayés.
- Le nombre de nouveaux abonnés nets des services postpayés (87 000) était en hausse de 25 000 d'une année à l'autre en raison du nombre plus élevé d'ajouts bruts de nouveaux abonnés, ce qui rend compte du succès des offres promotionnelles ciblées et des activités de marketing, ainsi que de la baisse du taux de désabonnement. Le nombre total de nouveaux abonnés nets des services mobiles (78 000) était en hausse de 42 000 par rapport à l'année dernière, grâce à un ajout net d'abonnés des services postpayés plus élevé et à un recul des pertes du côté des services prépayés, qui se chiffrent à 9 000.
- Le BAIIA ajusté du secteur des services mobiles (BAIIA qui exclut les gains nets et la quote-part des bénéfiques des coentreprises immobilières, ainsi que les frais de restructuration et autres frais) a augmenté de

26 millions de dollars (ou 4 pour cent) d'une année à l'autre pour atteindre 679 millions de dollars. Le BAIIA ajusté aurait été en hausse de 5,1 pour cent au quatrième trimestre de 2016 si un gain non récurrent sur certains actifs immobiliers avait été exclu. Cette croissance reflète la hausse des produits tirés du réseau, ainsi que les initiatives continues d'efficacité opérationnelle. Elle a été partiellement annulée par la hausse des dépenses d'acquisition et de rétention qui s'explique par l'augmentation du financement des appareils en raison de la préférence des clients pour des téléphones intelligents de plus grande valeur et de l'intensité de la concurrence.

- Les dépenses en immobilisations du côté des services mobiles ont augmenté de 19 pour cent par rapport à la même période l'an dernier. Cette augmentation s'explique par des investissements soutenus dans le réseau à fibre optique de TELUS pour concrétiser sa stratégie de technologie à petites cellules qui améliorera la couverture et jettera les bases d'une évolution rapide vers la technologie 5G, ainsi que par des investissements dans des initiatives visant les systèmes et la rentabilité.

Services filaires de TELUS

- Les produits externes tirés des services filaires ont augmenté de 19 millions de dollars (ou 1,3 pour cent) pour atteindre 1,5 milliard de dollars. Cette croissance a été principalement générée par des produits plus élevés tirés des services de données et de l'équipement.
- Les produits tirés des services de données et de l'équipement ont crû de 60 millions de dollars (ou 6,1 pour cent) en raison de l'augmentation des produits tirés des services Internet et de données améliorées (hausse constante du nombre d'abonnés d'Internet haute vitesse et augmentation des produits par client), de la croissance des services d'impartition des processus d'affaires et d'une augmentation continue des produits tirés des services TELUS TV (hausse constante du nombre d'abonnés et augmentation des produits par client).
- Les 24 000 nouveaux abonnés nets du service Internet haute vitesse représentent une hausse de 2 000 par rapport au même trimestre de l'an dernier et témoignent de l'expansion continue du service haute vitesse à large bande de TELUS, dont la fibre jusqu'au domicile, et de l'effet de levier du regroupement des services avec Télé OPTIK.
- Les 16 000 nouveaux abonnés nets des services de télévision représentent un recul de 9 000 par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète un nombre inférieur d'ajouts bruts, une hausse du taux de désabonnement des clients et une baisse du nombre d'abonnés des services de télévision par satellite découlant des effets de l'intensification de la concurrence, y compris les services par contournement, du ralentissement de la croissance des abonnés des services de télévision payés, du ralentissement économique et d'une hausse du taux de pénétration des services de télévision sur le marché. Ces facteurs ont été partiellement compensés par l'expansion soutenue du service adressable Internet haute vitesse à large bande et Télé OPTIK qui relie davantage d'entreprises et de résidences directement à la fibre optique et qui permet de regrouper ces services.
- Pour le trimestre, le nombre total de lignes résidentielles a baissé de 22 000, soit 2 000 de plus par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les pertes de lignes résidentielles continuent d'être révélatrices du ralentissement économique et de la tendance bien ancrée consistant à remplacer ces lignes par les services mobiles et Internet. Ces pertes sont en partie atténuées par le succès des offres de services groupés de TELUS.
- Le BAIIA ajusté du secteur des services filaires (BAIIA qui exclut les gains nets et la quote-part des bénéfices des coentreprises immobilières, ainsi que les frais de restructuration et autres frais) a augmenté de 7 millions de dollars (ou 1,7 pour cent) d'une année à l'autre pour atteindre 431 millions de dollars. Le BAIIA ajusté pour les services filaires aurait été en hausse de 5 pour cent au quatrième trimestre de 2016 si un gain non récurrent sur certains actifs immobiliers avait été exclu. Cette amélioration reflète l'exécution des initiatives d'efficacité opérationnelle, ainsi que l'amélioration des marges des services de transmission de données, y compris les services Internet, les services d'impartition des processus d'affaires, les services TELUS TV et les services de TELUS Santé.
- Les dépenses en immobilisations ont augmenté de 22 pour cent par rapport à la même période l'an dernier, principalement en raison des investissements stratégiques continus dans les infrastructures de réseau à large bande, notamment pour relier davantage de domiciles et d'entreprises au réseau à fibre optique de TELUS. En plus d'étendre la portée et les fonctionnalités des solutions de TELUS pour les domaines des affaires et des soins de santé, cet investissement permet de répondre à la croissance du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, ainsi qu'à la demande croissante des clients de TELUS pour des vitesses Internet plus rapides.

Objectifs financiers consolidés de TELUS pour 2017

Les objectifs financiers consolidés de TELUS pour 2017 illustrent les investissements stratégiques de l'entreprise dans la technologie à large bande et les infrastructures mobiles de pointe, l'engagement de l'équipe TELUS d'offrir un service à la clientèle de première qualité et le maintien du rapport coût-efficacité et de l'efficacité comme priorité. Les objectifs financiers de TELUS pour 2017 concourent à la réalisation du programme pluriannuel de croissance du dividende de l'entreprise annoncé en mai 2011. Dans le cadre de ce programme, TELUS a annoncé 12 augmentations du dividende. L'entreprise prévoit maintenir ce programme jusqu'en 2019 avec des cibles de croissance annuelle du dividende variant entre 7 et 10 pour cent.

En 2017, TELUS prévoit stimuler l'ajout d'abonnés dans ses secteurs de croissance névralgiques, notamment les services mobiles, Internet haute vitesse et TELUS TV. La croissance des services mobiles et d'Internet devrait découler de la hausse de la demande des clients pour un accès fiable et des services de transmission de données rapides. TELUS International et TELUS Santé sont aussi appelées à contribuer au profil de croissance diversifié de TELUS.

	Objectifs 2017	Résultats 2016	Croissance
Consolidés			
Produits d'exploitation	13,120 à 13,250 milliards \$	12,799 milliards \$	2,5 à 3,5 %
BAIIA, frais de restructuration et autres frais exclus ⁽¹⁾	4,850 à 4,995 milliards \$	4,708 milliards \$	3 à 6 %
Bénéfice par action ⁽²⁾	2,49 à 2,64 \$	2,44 \$	2 à 8 %
Dépenses en immobilisations ⁽³⁾	Environ 2,9 milliards \$	2,968 milliards \$	-

1) En 2017, les frais de restructuration et les autres frais devraient atteindre environ 125 millions de dollars, comparativement à 479 millions de dollars en 2016.

2) Le BPA ajusté de base pour 2016 exclut la charge pour la transformation de la rémunération (38 cents).

3) Les objectifs et résultats en matière de dépenses en immobilisations ne tiennent pas compte des dépenses pour les licences de spectre.

L'objectif de croissance des produits d'exploitation annuels consolidés en 2017 pour TELUS se situe entre 2,5 et 3,5 pour cent. Cette croissance sera stimulée par une contribution accrue des produits issus des services mobiles découlant de la croissance soutenue du nombre d'abonnés et du PMAA, ainsi que de la croissance soutenue des produits issus des services filaires grâce aux produits accrus des services de données.

En ce qui concerne le BAIIA consolidé excluant les frais de restructuration et les autres frais, l'objectif devrait être haussé de 3 à 6 pour cent. Cette hausse s'appuie sur la croissance des produits issus du réseau mobile, l'amélioration des marges pour les services de données mobiles et filaires et les économies engendrées par les mesures de réduction des coûts et d'efficacité. Le financement plus généreux des téléphones intelligents devrait continuer à exercer une pression sur les coûts d'acquisition et de rétention.

Nous ciblons une hausse du bénéfice par action (BPA) de 2 à 8 pour cent, principalement en raison de la croissance du BAIIA.

Pour 2017, nous prévoyons des dépenses en immobilisations consolidées, à l'exclusion de l'achat de licences de spectre, d'environ 2,9 milliards de dollars. Nous envisageons de poursuivre nos travaux visant à relier davantage de résidences et d'entreprises à notre réseau à fibre optique et à soutenir la croissance du nombre d'abonnés d'Internet haute vitesse et de Télé OPTIK et des vitesses à large bande plus rapides. Les investissements dans la fibre optique concourront aussi à la réalisation de notre stratégie de technologie de petites cellules visant à améliorer la couverture et à jeter les bases de l'évolution rapide vers la technologie 5G. Nous comptons également poursuivre les investissements dans l'expansion et la mise à niveau de notre réseau mobile 4G LTE, y compris dans le déploiement continu du spectre de 700 MHz et de 2 500 MHz, ainsi que les investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes pour concrétiser nos initiatives continues axées sur les clients et préparer notre réseau et nos systèmes en vue du retrait futur de l'équipement obsolète.

Le versement d'impôt sur le revenu de TELUS pour l'année complète devrait être inférieur aux montants de 2016 pour se chiffrer entre 300 et 360 millions de dollars, alors qu'ils étaient de 600 millions de dollars en 2016. Cette baisse s'explique par des acomptes provisionnels moins élevés en 2017 selon les revenus de 2016 et un acompte provisionnel final moins élevé pour 2016 versé au début de 2017, en partie atténué par une baisse des impôts recouvrables.

La divulgation des objectifs financiers de TELUS pour 2017 contient de l'information prospective visée par l'avertissement sur les énoncés prospectifs compris au début du rapport de gestion des activités du quatrième trimestre de 2016 ci-joint et du rapport annuel de gestion 2016 déposés à la date des présentes auprès de SEDAR, notamment la Section 10 intitulée « Risques et gestion des risques » qui est intégrée par renvoi et qui se fonde sur les attentes et les hypothèses de la direction indiquées à la Section 1.7 intitulée « Objectifs financiers et opérationnels pour 2017 » dans le rapport de gestion des activités du quatrième trimestre de 2016 ci-joint.

Faits saillants de la Société

TELUS apporte une contribution et des investissements importants dans les collectivités où vivent et travaillent les membres de l'équipe, et dans l'économie canadienne, au nom des clients, des actionnaires et des membres de l'équipe, des manières suivantes :

- En payant, recueillant et versant un total d'environ 2,2 milliards de dollars en taxes et impôt en 2016 au profit des administrations fédérale, provinciales et municipales au Canada. Ce montant est constitué d'impôts sur le bénéfice des sociétés, de taxes de vente, d'impôts fonciers, de la part de l'employeur des cotisations sociales et de divers droits réglementaires. Depuis 2000, la Société a versé près de 21 milliards de dollars en taxes et impôts.
- En déboursant 53 millions de dollars en frais de renouvellement du spectre au ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique en 2016. Depuis 2002, les remises visant les taxes et le spectre versées par TELUS aux administrations fédérale, provinciales et municipales au Canada totalisent près de 26 milliards de dollars.
- En investissant 3 milliards de dollars en dépenses en immobilisations partout au Canada en 2016 et plus de 32 milliards de dollars depuis 2000.
- En investissant 8 milliards de dollars dans les activités d'exploitation en 2016, notamment par l'achat de biens et de services au coût de 5,7 milliards de dollars. Depuis 2000, TELUS a dépensé respectivement 99 milliards de dollars et 65 milliards de dollars dans ces secteurs.
- En versant aux membres de l'équipe des salaires totalisant 2,8 milliards de dollars en 2016, dont 137 millions de dollars en cotisations sociales. Depuis 2000, TELUS a versé un total de 39 milliards de dollars en salaires aux membres de l'équipe.
- En versant, en 2016, 1,07 milliard de dollars en dividendes aux actionnaires particuliers, aux détenteurs de fonds communs de placement, aux pensionnés et aux investisseurs institutionnels, et en achetant environ 4,3 millions d'actions, pour un montant de 169 millions de dollars au nom des actionnaires dans le cadre du programme d'achat d'actions de TELUS.
- En distribuant environ 14 milliards de dollars aux actionnaires au moyen des dividendes et des programmes d'achat d'actions de TELUS de 2004 à la fin de 2016, dont 8,7 milliards de dollars en dividendes et 5,2 milliards de dollars en achats d'actions, représentant près de 24 dollars par action.

Déclaration de dividende

Le conseil d'administration de TELUS a déclaré un dividende trimestriel de 48 cents (0,48 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Ce dividende sera versé le 3 avril 2017 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 10 mars 2017.

Le dividende du premier trimestre représente une hausse de quatre cents par rapport au dividende trimestriel de 0,44 \$ versé le 1^{er} avril 2016.

À propos de TELUS

TELUS (TSX : T, NYSE : TU) est la société de télécommunication nationale connaissant la croissance la plus rapide au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 12,8 milliards de dollars et à plus de 12,7 millions de connexions clients, dont 8,6 millions d'abonnés des services sans fil, 1,7 million d'abonnés des services Internet haute vitesse, 1,4 million de lignes d'accès au réseau résidentiel et plus de 1 million d'abonnés des services TELUS TV. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de

communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services de télévision, de vidéo et de divertissement en plus d'être le fournisseur informatique du domaine des soins de santé le plus important au Canada.

Fidèles à leur philosophie communautaire « Nous donnons où nous vivons », TELUS et les membres de son équipe, actuels et retraités, ont versé plus de 482 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert plus de 7,7 millions d'heures de bénévolat au service des communautés locales depuis 2000. Créés en 2005 par Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, les douze comités d'investissement communautaire de TELUS au Canada et ses cinq comités à l'étranger dirigent les actions de soutien aux organismes de bienfaisance locaux. Ils ont remis au-delà de 60 millions de dollars en appui à 5 595 projets locaux contribuant à enrichir la vie de plus de 2 millions d'enfants et de jeunes chaque année. TELUS a eu l'insigne honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site telus.com.

Personne-ressource pour les relations avec les médias :

Shawn Hall
(604) 619-7913
shawn.hall@telus.com

Personne-ressource pour les relations avec les investisseurs

Paul Carpino
(647) 837-8100
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les présentations sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la webdiffusion à l'intention des investisseurs, les renseignements financiers supplémentaires, le rapport annuel de gestion 2016, les états financiers 2016 ainsi que la version intégrale du rapport annuel sur le site telus.com/investisseurs

TELUS tiendra une **conférence téléphonique** sur ses résultats au quatrième trimestre de 2016 et sur ses objectifs de 2017 **le jeudi 9 février 2017 à 11 h HE (8 h HP)**. La présentation sera suivie d'une période de questions avec des analystes en placements. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion sur le site telus.com/investisseurs. Vous pourrez accéder à un enregistrement par téléphone du 9 février au 15 mars 2017 en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1211356# et le code d'accès 77377#. La webdiffusion sera également archivée sur le site telus.com/investisseurs, et la transcription y sera affichée après quelques jours ouvrables.

TELUS CORPORATION

Analyse par la direction des activités d'exploitation

Quatrième trimestre de 2016

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements prévus ainsi que sur la performance financière et le rendement opérationnel de TELUS Corporation. Les termes *TELUS*, *la société*, *nous*, *notre*, *nos*, *nôtre* et *nous-mêmes* se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales.

Les énoncés prospectifs incluent tous les énoncés qui ne renvoient pas à des faits historiques. Ils comprennent, sans s'y limiter, des énoncés concernant nos objectifs et nos stratégies aux fins de l'atteinte de ces objectifs, nos cibles (y compris nos objectifs annuels pour 2017 décrits à la *rubrique 1.7* du présent document), des perspectives, des mises à jour, notre programme pluriannuel de croissance du dividende, notre programme pluriannuel de rachat d'actions et des énoncés concernant les tendances prévues en ce qui a trait à nos activités et à l'environnement au sein duquel nous exerçons nos activités (se reporter, en particulier, à la *rubrique 1*, « *Analyse des résultats d'exploitation* »). Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *prévoir*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs.

Par leur nature, les énoncés prospectifs sont assujettis à des risques et incertitudes intrinsèques et ils se fondent sur des hypothèses, incluant des hypothèses concernant la conjoncture économique future et les plans d'action. Les hypothèses sur lesquelles nos objectifs annuels pour 2017 se fondent sont présentées à la *rubrique 1.7* du présent document. Ces hypothèses pourraient en fin de compte se révéler inexactes; en conséquence, nos résultats ou les événements réels pourraient différer considérablement de nos attentes mentionnées, de façon expresse ou implicite, dans les énoncés prospectifs.

Les risques et les incertitudes susceptibles de faire en sorte que le rendement ou les événements réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs formulés dans le présent document et dans les autres documents déposés par TELUS comprennent, sans s'y limiter :

- **La concurrence**, y compris notre capacité à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée, incluant le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux mobiles et le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux, et les systèmes de soutien comme les services Internet des objets (« *IoT* ») en ce qui a trait aux appareils connectés à Internet; l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications offrant des services mobiles et filaires, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement qui, entre autres choses, crée des pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « *PMAA* ») et sur les taux de désabonnement liés à tous les services (mobiles et filaires), comme le font les habitudes d'utilisation des clients, la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits liés aux services de transmission de la voix et de données et la disponibilité croissante des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les fusions et les acquisitions de concurrents au sein de l'industrie; les pressions sur les PMAA et les taux de désabonnement liés au service Internet haute vitesse et au service de télévision découlant des conditions du marché, des mesures prises par le gouvernement et des habitudes d'utilisation des clients; les pertes de lignes résidentielles et de lignes d'affaires d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et les volumes de fidélisation des abonnés aux services mobiles, aux services de télévision et au service Internet haute vitesse ainsi que les coûts connexes; notre capacité d'obtenir et d'offrir du contenu en temps opportun au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable.
- **Le remplacement de la technologie**, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels découlant de l'incidence des applications de services par contournement et du remplacement des services mobiles, le recul général du marché en ce qui concerne les services de télévision payés; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse continue des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix, en raison notamment du remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement; le remplacement des services mobiles par les services Wi-Fi, lesquels sont de plus en plus accessibles; ainsi que les technologies perturbatrices telles que les services par contournement IP (protocole Internet) qui pourraient supplanter nos services, y compris les services de télévision et de divertissement, et se répercuter sur les produits.
- **La technologie**, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui pourrait mettre à l'épreuve la capacité des réseaux mobiles et la capacité spectrale dans l'avenir; notre recours à la technologie de l'information et notre besoin de comprendre et de rationaliser nos systèmes existants; les options au chapitre de la technologie, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre des réseaux filaires et mobiles (y compris les initiatives liées aux réseaux à large bande, telles que le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné [« *FTTP* »] et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles, la technologie mobile 5G et la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande); notre recours à des ententes de partage de réseau mobile, ce qui a facilité le déploiement de nos technologies mobiles; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits, ce qui pourrait avoir une incidence sur la réussite de la mise à niveau et de l'évolution de la technologie que nous offrons (comme TELUS TV); le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'équipement pour réseaux, de services TELUS TV et d'appareils mobiles; le rendement de la technologie mobile; notre besoin prévu à long terme d'acquiescer du spectre additionnel dans le cadre des futures enchères de spectre et auprès de tiers afin de composer avec la demande croissante visant les services de transmission de données; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux filaires à large bande à un coût raisonnable et d'une disponibilité raisonnable, ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux; la fiabilité du réseau et la gestion des

changements; et les incertitudes à l'égard de notre stratégie visant à remplacer certains réseaux, systèmes et services filaires existants afin de réduire les coûts d'exploitation.

- Le niveau des dépenses d'investissement et les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre ou auprès de tiers, en raison de nos initiatives liées aux services à large bande, y compris le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques; de notre déploiement continu de plus récentes technologies mobiles telles que la technologie 5G; de l'utilisation du nouveau spectre acquis; des investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau; de la demande des abonnés visant les services de transmission de données; des systèmes et des processus d'affaires en pleine évolution; de la mise en œuvre d'initiatives en matière d'efficacité; du soutien relatif aux contrats d'envergure et complexes; ainsi que des futures enchères de spectre pour les services sans fil que doit tenir Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »). Si nous n'atteignons pas nos objectifs au chapitre des résultats d'exploitation et des résultats financiers, cela pourrait influencer sur les niveaux de nos dépenses d'investissement.
- Les décisions réglementaires et leurs développements dont : la possibilité d'une intervention gouvernementale visant à accroître davantage la concurrence sur le marché des services mobiles; la révision par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) du Code sur les services sans fil; la révision par le CRTC des services mobiles de gros, au cours de laquelle il fut décidé que le CRTC réglementera les tarifs d'itinérance liés aux services de gros basés sur la technologie GSM et la fixation de ces tarifs; les futures mises aux enchères de spectres (y compris les limitations sur les fournisseurs de services sans fil établis, le spectre réservé favorisant certains opérateurs et les autres avantages offerts aux participants nouveaux et étrangers, et la quantité et le coût du spectre acquis); les restrictions sur l'achat, la vente et le transfert de licences de spectre; l'impact à long terme indéterminé de la révision par le CRTC des services filaires de gros; les impacts potentiels de la décision du CRTC de solliciter des remboursements calculés au pro-rata lorsque les clients mettent fin à leurs services d'abonnement; l'examen par le CRTC des pratiques de tarification différentielles portant sur les forfaits de données sur Internet; l'impact de la révision des politiques culturelles du Canada par le ministère du Patrimoine canadien; l'intégration verticale dans l'industrie de la radiodiffusion entraînant la possession par la concurrence de services de contenu radiodiffusé et la mise en application en temps opportuns et efficace des garanties réglementaires qui y sont associées; et les restrictions sur la possession par des non-Canadiens d'actions ordinaires de TELUS ainsi que la surveillance continue et la mise en conformité qui accompagnent ces restrictions.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans un secteur hautement concurrentiel et le niveau de participation des employés.
- Les risques liés aux processus, y compris notre dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales; notre capacité à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l'intégration des activités (incluant notre capacité à faire en sorte que l'intégration de ces acquisitions, les dessaisissements ou l'établissement de partenariats soient fructueux et effectués au moment opportun, et à concrétiser les avantages stratégiques prévus); le risque que la transaction avec BCE aux fins de l'acquisition d'une partie des clients des services mobiles et des magasins de dépositaire de MTS, y compris l'obtention des approbations réglementaires requises, ne soit pas achevée et qu'il n'y ait aucune garantie de la réussite de la migration de ces clients et magasins de dépositaire; la mise en œuvre d'ententes complexes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles, les limites des systèmes et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; notre capacité à gérer avec succès nos activités à l'étranger; les atteintes à la sécurité de l'information et à la vie privée, y compris la perte ou le vol de données; les menaces intentionnelles concernant notre infrastructure et nos activités, ainsi que les risques liés aux activités de réaménagement des coentreprises immobilières.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s'assurant que ces initiatives n'aient pas d'incidence négative sur les activités commerciales. Les exemples de ces initiatives comprennent notre programme d'efficacité et d'efficacité opérationnelles visant à soutenir une amélioration du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA »), y compris les avantages prévus de l'initiative de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis; l'intégration des activités; l'impartition des processus d'affaires; les activités de délocalisation et de réorganisation, y compris tous programmes de réduction du nombre d'employés ETP; les initiatives d'approvisionnement; ainsi que la rationalisation de biens immobiliers. Nous continuerons d'évaluer et de mettre en œuvre, le cas échéant, d'autres initiatives d'efficacité et d'efficacité au chapitre des produits et des coûts.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris notre capacité d'effectuer des financements et de maintenir des notations du crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+, ou des notations équivalentes.
- La capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende jusqu'en 2019 et la capacité de maintenir et d'exécuter notre programme pluriannuel de rachat d'actions jusqu'en 2019. Ces programmes pourraient être touchés par des facteurs comme l'environnement concurrentiel, la performance économique au Canada, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, le niveau de nos dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre, ainsi que les décisions et les faits nouveaux en matière de réglementation. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration (le « conseil ») en fonction de la situation financière et des perspectives de la société. Le programme de rachat d'actions pourrait être touché par tout changement quant à notre intention de racheter des actions, par l'évaluation et la détermination effectuées de temps à autre par le conseil en fonction de la situation financière et des perspectives de la société, ainsi que par le cours des actions de

TELUS sur le marché. En conséquence, il n'existe aucune certitude que ces programmes seront maintenus jusqu'en 2019.

- Les questions fiscales, y compris les interprétations de lois fiscales complexes par les administrations fiscales qui pourraient différer de nos interprétations; les modifications apportées aux lois fiscales, y compris les taux d'imposition; le fait que les charges d'impôt varient considérablement des montants prévus; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; ainsi que l'adoption de procédures de vérification plus rigoureuses par les administrations responsables de la perception des impôts.
- Les litiges et les questions d'ordre juridique, y compris notre capacité à faire en sorte que notre défense dans le cadre des enquêtes, des instances réglementaires, des réclamations et des poursuites, y compris les réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et les recours collectifs dont nous faisons l'objet, ainsi que des poursuites, réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et recours collectifs possibles fondés sur des réclamations faites par des consommateurs, des infractions aux données personnelles, à la vie privée et à la sécurité, ainsi que la responsabilité sur le marché secondaire, soit couronnée de succès; de même que le caractère complexe que revêt la conformité aux lois au pays et à l'étranger.
- La santé, la sécurité et l'environnement, y compris le temps de travail perdu découlant d'une maladie ou d'une blessure; les préoccupations du public relatives aux émissions de radiofréquences; les questions d'ordre environnemental qui touchent nos activités, incluant le changement climatique, les déchets et le recyclage des déchets; les risques liés aux systèmes d'alimentation au carburant dans nos immeubles; et les attentes en constante évolution du gouvernement et du public pour ce qui est des questions environnementales et de nos réponses.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris notre capacité à maintenir notre service à la clientèle et à exploiter nos réseaux en cas d'erreurs humaines ou de menaces liées aux interventions humaines, telles que les cyberattaques et les pannes d'équipement susceptibles d'entraîner diverses interruptions du réseau; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles; les épidémies; les pandémies; ainsi que l'exhaustivité et l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la situation économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique et d'autres faits nouveaux à l'étranger; les taux d'intérêt futurs; l'inflation; les taux de chômage; l'incidence des faibles prix du pétrole; l'incidence des faibles dépenses des entreprises (notamment une réduction des investissements et de la structure de coûts); le rendement et la capitalisation des régimes de retraite de même que les taux d'actualisation; ainsi que les taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Ces risques sont décrits plus en détail à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »*, de notre rapport de gestion annuel 2016, qui sera déposé en même temps que le présent document. Cette description est intégrée par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs et ne vise pas à constituer une liste exhaustive des risques susceptibles d'avoir une incidence sur la société.

Un grand nombre de ces facteurs sont indépendants de notre volonté ou de nos attentes ou de nos connaissances actuelles. D'autres risques et incertitudes dont nous n'avons actuellement pas connaissance ou que nous considérons non significatifs à l'heure actuelle pourraient également avoir une incidence défavorable significative sur notre situation financière, notre performance financière, nos flux de trésorerie, nos activités ou notre réputation. Sauf indication contraire dans le présent document, les énoncés prospectifs formulés dans ce document ne reflètent pas l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des fusions, acquisitions, cessions ou autres regroupements d'entreprises ou transactions qui pourraient être annoncés ou qui pourraient survenir après la date du présent document.

Les lecteurs sont mis en garde de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs formulés dans le présent document décrivent nos attentes; ils se fondent sur nos hypothèses à la date du présent document et ils pourraient être modifiés après cette date. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs.

Tous les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont assujettis à la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

Analyse par la direction des activités d'exploitation

Le 9 février 2017

Table des matières

Rubrique	Description
1. Analyse des résultats d'exploitation	1.1 Préparation de l'analyse par la direction des activités d'exploitation 1.2 Résultats d'exploitation consolidés 1.3 Secteur des services mobiles 1.4 Secteur des services filaires 1.5 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et tendances 1.6 Fiche d'évaluation des résultats (mesures clés du rendement) 1.7 Objectifs financiers et opérationnels pour 2017
2. Évolution de la situation financière	
3. Analyse des résultats concernant les flux de trésorerie	3.1 Aperçu des résultats concernant les flux de trésorerie 3.2 Entrées liées aux activités d'exploitation 3.3 Sorties liées aux activités d'investissement 3.4 Entrées (sorties) liées aux activités de financement
4. Définitions et rapprochements	4.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières 4.2 Indicateurs opérationnels

1. Analyse des résultats d'exploitation

La présente rubrique comporte des énoncés prospectifs, y compris ceux concernant nos attentes liées à la comptabilisation à l'actif des intérêts sur la dette à long terme, au déploiement des licences de spectre pour les services sans fil, à la croissance des PMAA, aux frais de fidélisation des abonnés des services mobiles et aux tendances au chapitre de la croissance du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse en ce qui a trait à l'avenir. Il n'existe aucune certitude que nous avons identifié les tendances avec exactitude en nous fondant sur les résultats antérieurs, ni que ces tendances se poursuivront. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de la présente analyse par la direction des activités d'exploitation.

1.1 Préparation de l'analyse par la direction des activités d'exploitation

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et de la performance financière consolidées de TELUS pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2016, qui doit être lue conjointement avec l'information financière résumée. Nos secteurs opérationnels et nos secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel).

Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). L'utilisation du terme IFRS dans la présente analyse par la direction des activités d'exploitation fait référence à ces normes. Dans notre analyse, nous utilisons également certaines mesures financières non définies par les PCGR pour évaluer notre rendement, pour surveiller le respect des clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Ces mesures sont définies clairement et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables à la *rubrique 4.1*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements supplémentaires concernant la société, y compris notre notice annuelle et d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation semblables au Canada, sont disponibles sur le site SEDAR (www.sedar.com). Les documents que nous déposons auprès de la Securities and Exchange Commission aux États-Unis, y compris le formulaire 40-F, sont disponibles sur le site EDGAR (www.sec.gov).

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Le présent document a été revu par le comité d'audit de TELUS, et notre conseil d'administration a approuvé sa publication le 9 février 2017.

Sauf indication contraire, les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2016 présentés dans la présente analyse par la direction des activités d'exploitation sont comparés aux résultats correspondants du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2015.

1.2 Résultats d'exploitation consolidés

L'analyse qui suit porte sur notre performance financière consolidée. Une analyse sectorielle est présentée à la rubrique 1.3, « Secteur des services mobiles », à la rubrique 1.4, « Secteur des services filaires », et à la rubrique 3.3, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses d'investissement ».

Faits saillants – données consolidées

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Comptes consolidés de résultat						
Produits d'exploitation	3 305	3 217	2,7 %	12 799	12 502	2,4 %
Charges d'exploitation	3 069	2 757	11,3 %	10 617	10 149	4,6 %
Bénéfice d'exploitation	236	460	(48,7) %	2 182	2 353	(7,3) %
Coûts de financement	134	114	17,5 %	520	447	16,3 %
Bénéfice avant impôt	102	346	(70,5) %	1 662	1 906	(12,8) %
Impôt sur le résultat	15	85	(82,4) %	426	524	(18,7) %
Bénéfice net	87	261	(66,7) %	1 236	1 382	(10,6) %
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	81	261	(69,0) %	1 223	1 382	(11,5) %
Bénéfice par action (BPA) (en dollars)						
BPA de base	0,14	0,44	(68,2) %	2,06	2,29	(10,0) %
BPA de base ajusté ¹	0,53	0,54	(1,9) %	2,58	2,58	—
BPA dilué	0,14	0,44	(68,2) %	2,06	2,29	(10,0) %
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars)	0,48	0,44	9,1 %	1,84	1,68	9,5 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de base (en millions)	591	598	(1,2) %	592	603	(1,8) %
Autres faits saillants de l'exploitation						
(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Nombre de connexions d'abonnés ² (en milliers)				12 673	12 495	1,4 %
BAlIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) ¹	769	978	(21,3) %	4 229	4 262	(0,8) %
Coûts de restructuration et autres coûts ³	348	99	n.s.	479	226	111,9 %
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ¹	1 117	1 077	3,7 %	4 708	4 488	4,9 %
BAlIA ajusté ⁴	1 110	1 077	3,1 %	4 667	4 488	4,0 %
Marge du BAlIA ajusté ⁵ (en %)	33,7	33,5	0,2 pt	36,6	35,9	0,7 pt
Flux de trésorerie disponibles ¹	(191)	197	n.s.	141	1 078	(86,9) %

Abréviations utilisées dans l'analyse par la direction des activités d'exploitation : n.s. – non significatif; pts – points de pourcentage

- Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières. Se reporter à la rubrique 4.1.
- Le total du nombre d'appareils d'abonnés actifs aux services mobiles, de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK et abonnés au service TELUS TV Satellite) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. Par suite d'un examen du nombre d'abonnés effectué au premier trimestre de 2016, nous avons réduit de 45 000 le solde d'ouverture relatif au nombre d'abonnés aux services mobiles postpayés pour 2016, et nous avons augmenté de 21 000 le solde d'ouverture relatif au nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse pour 2016.
- Au quatrième trimestre de 2016, nous avons comptabilisé dans les autres coûts une charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis de 305 millions de dollars.
- Le BAlIA ajusté pour toutes les périodes exclut les coûts de restructuration et autres coûts. Le BAlIA ajusté pour le quatrième trimestre de 2016 exclut des profits nets et un bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières de 7 millions de dollars. Le BAlIA ajusté pour l'exercice complet 2016 exclut i) un profit de 15 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre de 2016, qui découle de l'échange de licences de spectre pour les services sans fil; ii) des profits nets et un bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières de 26 millions de dollars (9 millions de dollars au deuxième trimestre, 10 millions de dollars au troisième trimestre et 7 millions de dollars au quatrième trimestre).
- La marge du BAlIA ajusté correspond au BAlIA ajusté divisé par les produits d'exploitation. Le calcul des produits d'exploitation exclut les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, ainsi que le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil.

Produits d'exploitation

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Services	3 079	2 943	4,6 %	12 000	11 590	3,5 %
Équipement	209	243	(14,0) %	725	840	(13,7) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 288	3 186	3,2 %	12 725	12 430	2,4 %
Autres produits d'exploitation	17	31	(45,2) %	74	72	2,8 %
	3 305	3 217	2,7 %	12 799	12 502	2,4 %

Les **produits d'exploitation consolidés** se sont accrus de 88 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 297 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016.

- Les **produits tirés des services** ont augmenté de 136 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 410 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. Les augmentations reflètent principalement la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données et des produits tirés des services de réseau mobile, facteur neutralisé en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix. Les produits tirés des services filaires de transmission de données reflètent l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés, la hausse des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires et l'augmentation des produits tirés des services TELUS TV. Les produits tirés des services Internet, des services de transmission de données améliorés et des services de télévision reflètent la croissance du nombre d'abonnés et la hausse des produits d'exploitation par client. Les produits tirés des services de réseau mobile reflètent l'augmentation des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») et la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles.
- Les **produits tirés de l'équipement** ont diminué de 34 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 115 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. Ces résultats reflètent la baisse des produits tirés de l'équipement mobile de 17 millions de dollars au quatrième trimestre et de 77 millions de dollars au cours de l'exercice complet, laquelle tient à la hausse des coûts de financement par appareil et à la réduction des volumes de fidélisation, facteurs neutralisés en partie par la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus. En ce qui concerne les résultats au cours de l'exercice complet, la diminution des produits tirés de l'équipement mobile a également été touchée par la cessation de la comptabilisation des produits tirés des magasins Black's Photography découlant de la fermeture de ces magasins en août 2015. De plus, les produits tirés de l'équipement filaire ont diminué de 17 millions de dollars au quatrième trimestre et de 38 millions de dollars au cours de l'exercice complet, en raison essentiellement de la baisse des activités de vente dans le marché des affaires, qui tient en partie au ralentissement économique et à l'importance que nous accordons à la prestation de services gérés, plutôt qu'aux ventes d'équipement uniquement.
- Les **autres produits d'exploitation** ont diminué de 14 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et ont augmenté de 2 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. La diminution au cours du trimestre tient essentiellement au caractère non récurrent des profits à la cession de biens immobiliers comptabilisés au quatrième trimestre de 2015, facteur neutralisé en partie par les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières en 2016. L'augmentation au cours de l'exercice complet tient en grande partie aux profits nets et au bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, aux profits découlant de la vente d'immobilisations corporelles en 2016, et au profit découlant de l'échange de licences de spectre pour les services sans fil au deuxième trimestre de 2016, facteurs neutralisés en partie par le caractère non récurrent des profits découlant de la vente de certains biens immobiliers au quatrième trimestre de 2015 et par la diminution des montants comptabilisés au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix aux fins de la prestation de services Internet à large bande dans les collectivités rurales et éloignées admissibles.

Pour une analyse supplémentaire des produits du secteur des services mobiles et du secteur des services filaires, se reporter à la *rubrique 1.3, « Secteur des services mobiles »*, et à la *rubrique 1.4, « Secteur des services filaires »*.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Achat de biens et services	1 574	1 482	6,2 %	5 631	5 532	1,8 %
Charge au titre des avantages du personnel	962	757	27,1 %	2 939	2 708	8,5 %
Amortissement des immobilisations corporelles	406	406	—	1 564	1 475	6,0 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	127	112	13,4 %	483	434	11,3 %
	3 069	2 757	11,3 %	10 617	10 149	4,6 %

Les **charges d'exploitation** ont augmenté de 312 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 468 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. Cette augmentation tient compte de la comptabilisation, au quatrième trimestre de 2016, d'une charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis (la « rémunération remaniée ») de 305 millions de dollars.

- **L'achat de biens et services** a augmenté de 92 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 99 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. Les augmentations reflètent l'accroissement des frais d'acquisition et de fidélisation du secteur des services mobiles (y compris l'incidence de la hausse du coût des appareils des fournisseurs découlant en partie de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours des deux dernières années), ainsi que la hausse des coûts liés aux services d'itinérance. Les augmentations tiennent également à l'accroissement des charges d'exploitation et des frais d'administration liés au réseau filaire afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, ainsi qu'à la hausse des frais de publicité et de promotion afin de prendre en charge l'offre de services filaires groupés et en réponse à l'intensification de la concurrence, de même qu'à la hausse du coût des ventes lié aux services de télévision tenant à l'accroissement du nombre d'abonnés, facteurs neutralisés en partie par la réduction des frais de transit et de résiliation, par les initiatives d'efficacité et d'efficacité opérationnelles continues, ainsi que par la réduction des coûts liés à l'équipement en raison de la diminution des produits tirés de l'équipement.
- **La charge au titre des avantages du personnel** a augmenté de 205 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 231 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison principalement de la comptabilisation, au quatrième trimestre de 2016, d'une charge de rémunération remaniée de 305 millions de dollars. La rémunération remaniée a été versée à la quasi-totalité des membres du personnel syndiqués et non syndiqués actuels situés au Canada; une portion de la valeur après impôt du montant versé à certains employés devant recevoir des paiements forfaitaires a été versée sous forme d'actions ordinaires acquises sur le marché à cette fin par une fiducie constituée aux fins d'un régime d'avantages du personnel, en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le paiement non récurrent fait aux employés syndiqués au quatrième trimestre de 2016 représente à la fois un paiement non récurrent à la place des hausses salariales pour la période du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2018 (sur une période de 30 mois) et un paiement non récurrent représentant la rémunération tenant compte des réductions de certains paiements de primes et des congés payés qui sous-tendent les futures améliorations de la productivité. Nous avons adopté une approche semblable relativement aux hausses salariales pour les gestionnaires. En ce qui concerne la plupart de nos gestionnaires actuels situés au Canada, un paiement non récurrent leur a été fait au quatrième trimestre de 2016, à la place des hausses salariales générales pour 2017 et 2018. Dans le cas des membres du personnel syndiqués et non syndiqués, environ 40 % de la valeur après impôt de ces paiements forfaitaires admissibles a été versée sous forme d'actions ordinaires par l'entremise d'une fiducie constituée aux fins d'un régime d'avantages du personnel.

Pour la quasi-totalité de nos employés situés au Canada, les prochaines hausses salariales sont prévues pour 2019. Cet arrangement nous donnera la souplesse financière voulue pour effectuer les investissements nécessaires en matière de croissance et de fidélisation, dans un environnement concurrentiel.

En excluant la charge de rémunération remaniée, la charge au titre des avantages du personnel reflète une diminution de la rémunération du personnel de 100 millions de dollars au quatrième trimestre et de 74 millions de dollars pour l'exercice complet. Ces diminutions sont principalement imputables à la baisse des coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre et à la concrétisation des avantages découlant de nos initiatives d'efficacité et d'efficacité opérationnelles, facteurs neutralisés en partie par la croissance du nombre d'employés et de la rémunération de TELUS International (Cda) Inc. (« TELUS International ») afin de prendre en charge l'augmentation des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires.

- Pour une analyse supplémentaire de l'achat de biens et services et de la charge au titre des avantages du personnel du secteur des services mobiles et du secteur des services filaires, se reporter à la *rubrique 1.3*, « Secteur des services mobiles », et à la *rubrique 1.4*, « Secteur des services filaires ».

- **L'amortissement des immobilisations corporelles** est demeuré inchangé au quatrième trimestre de 2016 et a augmenté de 89 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. L'augmentation au cours de l'exercice complet tient à l'incidence de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs et à l'accroissement des dépenses liées aux immobilisations (telles que les actifs liés au réseau à large bande et au réseau LTE mobile), facteurs neutralisés en partie par la comptabilisation, en 2015, d'un montant de 9 millions de dollars au titre de la mise hors service d'immobilisations découlant de la fermeture des magasins de détail Black's Photography.
- **L'amortissement des immobilisations incorporelles** a augmenté de 15 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 49 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, ce qui reflète la croissance des dépenses liées aux immobilisations incorporelles, facteur neutralisé en partie par les ajustements relatifs à la durée d'utilité des logiciels effectués dans le cadre de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.

Bénéfice d'exploitation

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
BAlIA du secteur des services mobiles (se reporter à la rubrique 1.3)	598	628	(4,8) %	2 906	2 806	3,6 %
BAlIA du secteur des services filaires (se reporter à la rubrique 1.4)	171	350	(51,1) %	1 323	1 456	(9,1) %
Dotation aux amortissements (se reporter à l'analyse ci-dessus)	(533)	(518)	(2,9) %	(2 047)	(1 909)	(7,2) %
Bénéfice d'exploitation	236	460	(48,7) %	2 182	2 353	(7,3) %

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 224 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 171 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. En excluant l'incidence de la comptabilisation, au quatrième trimestre de 2016, d'une charge de rémunération remaniée de 305 millions de dollars, le bénéfice d'exploitation a augmenté de 81 millions de dollars au quatrième trimestre et de 134 millions de dollars au cours de l'exercice complet. Une analyse du BAIIA consolidé et du BAIIA ajusté est présentée à la section « *Autres faits saillants de l'exploitation* » ci-après.

Coûts de financement

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Montant brut des charges d'intérêts	142	133	6,8 %	554	515	7,6 %
Intérêts sur la dette à long terme inscrits à l'actif	(12)	(18)	33,3 %	(52)	(45)	(15,6) %
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	3	7	(57,1) %	6	27	(77,8) %
(Produits) d'intérêts	(2)	(4)	50,0 %	(3)	(25)	88,0 %
Pertes (profits) de change	3	(4)	n.s.	15	(25)	n.s.
	134	114	17,5 %	520	447	16,3 %

Les **coûts de financement** ont augmenté de 20 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 73 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016.

- Le **montant brut des charges d'intérêts**, avant la comptabilisation à l'actif des intérêts sur la dette à long terme, a augmenté de 9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 39 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison principalement de l'accroissement du solde moyen de la dette à long terme, y compris l'incidence, pour l'exercice complet, de l'augmentation de la dette tenant à l'acquisition de licences de spectre en 2015, facteur neutralisé en partie par la réduction du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à long terme (excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International) s'élevait à 4,22 % au 31 décembre 2016, par rapport à 4,32 % à l'exercice précédent.
- Les **intérêts sur la dette à long terme inscrits à l'actif** ont trait à la dette contractée aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre tenues par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »), ce spectre devant être déployé au sein de notre réseau existant au cours des périodes ultérieures. Les intérêts sur la dette à long terme sont inscrits à l'actif jusqu'à ce que la quasi-totalité des activités nécessaires au déploiement de ce spectre aux fins prévues ait été menée à terme, c'est-à-dire jusqu'au moment où les sites cellulaires pouvant utiliser le spectre sont prêts à être mis en service. La comptabilisation à l'actif des intérêts devrait prendre fin en 2017.

- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** a diminué de 4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 21 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison principalement de la réduction du déficit au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre 2015, qui se chiffrait à 53 millions de dollars, comparativement à 598 millions de dollars à l'exercice précédent, facteur neutralisé en partie par la hausse du taux d'actualisation.
- Les **produits d'intérêts** étaient plus élevés en 2015 et tenaient principalement aux produits d'intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
- Les **pertes (profits) de change** ont fluctué, en raison de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain en 2016, ainsi que de l'augmentation, en 2016, des dérivés de change désignés comme étant détenus à des fins de couverture, plutôt qu'à des fins de transaction.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Impôt sur le résultat calculé selon les taux prévus par la loi applicables	30	93	(67,7) %	444	505	(12,1) %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour tenir compte des taux d'imposition prévus par la loi futurs	(5)	—	n.s.	(4)	48	n.s.
Ajustements comptabilisés dans la période considérée pour l'impôt sur le résultat de périodes antérieures	(9)	(7)	(28,6) %	(12)	(30)	60,0 %
Autres	(1)	(1)	—	(2)	1	n.s.
Impôt sur le résultat	15	85	(82,4) %	426	524	(18,7) %
Taux d'imposition prévus par la loi applicables (en %)	29,7	26,7	3,0 pts	26,7	26,5	0,2 pt
Taux d'imposition effectif (en %)	14,7	24,6	(9,9) pts	25,6	27,5	(1,9) pt

Le total de la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 70 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 98 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison principalement de la réduction du bénéfice avant impôt, y compris l'incidence de la charge de rémunération remaniée comptabilisée au quatrième trimestre de 2016. Les diminutions découlent également de la réévaluation des passifs d'impôt différé effectuée en 2016 afin de tenir compte de la réduction du taux d'imposition provincial au Québec à compter de 2017, et d'un ajustement sans effet sur la trésorerie de 48 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre de 2015 au titre de la réévaluation des passifs d'impôt différé découlant de la hausse du taux d'imposition provincial des sociétés en Alberta, facteurs neutralisés en partie, pour l'exercice complet, par la diminution des économies découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs (compte non tenu des produits d'intérêts connexes).

Analyse du bénéfice net

(en dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	81	261	(180)	1 223	1 382	(159)
Ajouter (déduire) :						
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt	255	72	183	351	166	185
Ajustements (favorables) défavorables liés à l'impôt sur le résultat	(15)	(9)	(6)	(17)	1	(18)
Profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt sur le résultat	(5)	—	(5)	(16)	—	(16)
Profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt sur le résultat	—	—	—	(13)	—	(13)
Mise hors service d'immobilisations découlant de la fermeture planifiée des magasins Black's Photography, après impôt sur le résultat	—	—	—	—	6	(6)
Bénéfice net ajusté	316	324	(8)	1 528	1 555	(27)

Le bénéfice attribuable aux actions ordinaires net a diminué de 69 % au quatrième trimestre de 2016 et de 12 % au cours de l'exercice complet 2016. En excluant les coûts de restructuration et autres coûts, les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières en 2016, le profit à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil en 2016, ainsi que la mise hors service d'immobilisations découlant de la fermeture des magasins Black's Photography en 2015, le bénéfice net ajusté a diminué de 2,5 % au quatrième trimestre de 2016 et de 1,7 % au cours de l'exercice complet 2016.

Analyse du BPA de base

(en dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
BPA de base	0,14	0,44	(0,30)	2,06	2,29	(0,23)
Ajouter (déduire) :						
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt, par action	0,43	0,12	0,31	0,60	0,28	0,32
Ajustements favorables liés à l'impôt sur le résultat, par action	(0,03)	(0,02)	(0,01)	(0,03)	—	(0,03)
Profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt sur le résultat, par action	(0,01)	—	(0,01)	(0,03)	—	(0,03)
Profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt sur le résultat, par action	—	—	—	(0,02)	—	(0,02)
Mise hors service d'immobilisations découlant de la fermeture planifiée des magasins Black's Photography, après impôt sur le résultat, par action	—	—	—	—	0,01	(0,01)
BPA de base ajusté	0,53	0,54	(0,01)	2,58	2,58	—

Le BPA de base a diminué de 68 % au quatrième trimestre de 2016 et de 10 % au cours de l'exercice complet 2016. La réduction du nombre d'actions en circulation découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, déduction faite des options sur actions exercées, a eu une incidence positive d'environ 0,01 \$ et 0,03 \$, respectivement, sur le BPA de base du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2016. En excluant les coûts de restructuration et autres coûts, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil ainsi que la mise hors service d'immobilisations découlant de la fermeture des magasins de détail Black's Photography, le BPA de base ajusté a diminué de 0,01 \$ au quatrième trimestre de 2016 et est demeuré inchangé au cours de l'exercice complet 2016.

Bénéfice global

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Bénéfice net	87	261	(66,7) %	1 236	1 382	(10,6) %
Autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat) :						
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	(5)	7	n.s.	(15)	21	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – réévaluation des régimes à prestations définies du personnel	(167)	486	n.s.	—	445	(100,0) %
Bénéfice global (perte globale)	(85)	754	n.s.	1 221	1 848	(33,9) %

Le bénéfice global a diminué de 839 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 627 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison principalement de la variation des montants des réévaluations des régimes à prestations définies du personnel et de la réduction du bénéfice net. Les éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.

Autres faits saillants de l'exploitation

- Au cours de l'exercice 2016, le total du **nombre de connexions d'abonnés** a augmenté de 178 000. Cela représente une hausse de 2,7 % du nombre d'abonnés aux services mobiles postpayés, une croissance de 5,7 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et une hausse de 5,4 % du nombre d'abonnés au service TELUS TV, résultats neutralisés en partie par la réduction de 6,3 % du nombre d'abonnés aux services mobiles prépayés et par la baisse de 6,3 % des lignes résidentielles d'accès au réseau filaire. Se reporter à la rubrique 1.3, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 1.4, « Secteur des services filaires », pour de plus amples renseignements.
- Le **BAIIA** comprend les coûts de restructuration et autres coûts, tels que la charge de rémunération remaniée de 305 millions de dollars comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016. Le BAIIA comprend également les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières comptabilisés aux deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2016, de même qu'un profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil comptabilisé au deuxième trimestre de 2016. Le BAIIA a diminué de 209 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 33 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016.
- Le **BAIIA ajusté** exclut les coûts de restructuration et autres coûts, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, ainsi que le profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil dont il est fait mention ci-dessus. Le BAIIA ajusté a augmenté de 33 millions de dollars au quatrième trimestre et de 179 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison des facteurs suivants : la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données et des services de réseau mobile; l'amélioration des marges liées aux services Internet, aux services d'impartition des processus d'affaires, aux services TELUS TV et à TELUS Santé; ainsi que la mise en œuvre de nos initiatives d'efficience et d'efficacité opérationnelles. Cette croissance a été neutralisée en partie par l'augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés des services mobiles, par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants et, pour l'exercice complet, par une incidence d'environ 5 millions de dollars sur les coûts et sur les produits, laquelle touche principalement le secteur des services filaires et est liée aux graves feux de forêt qui ont ravagé le nord de l'Alberta. Si le BAIIA ajusté de l'exercice 2015 avait également exclu le profit non récurrent à la cession de certains biens immobiliers comptabilisé au quatrième trimestre de 2015, le BAIIA ajusté aurait reflété une augmentation d'environ 53 millions de dollars, ou 5,1 %, au quatrième trimestre de 2016, et d'environ 199 millions de dollars, ou 4,5 %, pour l'exercice complet 2016. (Se reporter à la rubrique 1.3, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 1.4, « Secteur des services filaires », pour de plus amples renseignements.)
- Les **dividendes déclarés par action ordinaire** ont totalisé 0,48 \$ au quatrième trimestre de 2016 et 1,84 \$ au cours de l'exercice complet 2016, en hausse de 9,1 % par rapport au quatrième trimestre de 2015 et de 9,5 % par rapport à l'exercice complet 2015, ce qui est conforme à l'annonce selon laquelle nous comptons effectuer des hausses de dividendes continues, la hausse annuelle devant se situer aux alentours de 10 % jusqu'en

2016. Le 8 février 2017, le conseil a déclaré un dividende pour le premier trimestre de 0,48 \$ par action sur les actions ordinaires émises et en circulation, payable le 3 avril 2017 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 10 mars 2017. Le dividende déclaré pour le premier trimestre reflète une hausse cumulative de 0,04 \$ par action, ou 9,1 %, par rapport au dividende par action de 0,44 \$ déclaré à l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'annonce selon laquelle nous comptons effectuer des hausses de dividendes semestrielles continues, la hausse annuelle s'élevant de 7 % à 10 % entre 2017 et la fin de 2019.

- Les **flux de trésorerie disponibles** ont diminué de 388 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 937 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. La diminution au cours du trimestre découle en grande partie de l'accroissement des paiements au titre des coûts de restructuration et autres coûts et de la hausse des dépenses d'investissement excluant les licences de spectre. La diminution au cours de l'exercice complet tient principalement à la hausse de 391 millions de dollars des dépenses d'investissement excluant les licences de spectre, à l'accroissement des paiements au titre des coûts de restructuration et autres coûts, ainsi qu'à l'augmentation des paiements d'impôt sur le résultat et des intérêts payés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. (Se reporter à la rubrique 4.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».)
- L'augmentation des dépenses d'investissement reflète la priorité que nous continuons d'accorder aux investissements dans l'infrastructure à large bande, y compris notre réseau à fibres optiques, qui permet également la prise en charge de la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G, et le déploiement des licences de spectre dans les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2 500 MHz.

1.3 Secteur des services mobiles

Tendances et caractère saisonnier – services mobiles

La tendance historique observée au chapitre des produits tirés des services de réseau mobile reflète la croissance des PMAA et du nombre d'abonnés. Cette croissance, conjuguée à la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, a été neutralisée en partie par la diminution des produits tirés de l'équipement mobile, qui reflète la hausse des coûts de financement par appareil et la réduction des volumes de fidélisation. Les volumes de fidélisation ont diminué en raison i) de l'incidence du renouvellement de contrats concernant des appareils dont le prix est plus élevé (y compris l'incidence de la hausse des coûts des fournisseurs tenant à la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours des deux dernières années), ainsi que du plus grand nombre de clients ayant opté pour des services offerts sur une base mensuelle; ii) de l'intensification de la concurrence; iii) des conditions économiques ayant fait en sorte que les clients ont acheté un moins grand nombre d'appareils.

La croissance des PMAA du secteur des services mobiles a affiché une tendance à la hausse au cours de l'exercice 2016, en raison du plus grand nombre de forfaits de données et du plus grand nombre de forfaits assortis de tarifs plus élevés, y compris les nouveaux forfaits Extra Plus lancés en juin 2016. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des pressions concurrentielles entraînant l'affectation de quantités de données plus importantes aux forfaits, y compris le partage de données et les caractéristiques et forfaits concernant les services de transmission de données en itinérance internationale, la réponse des consommateurs à l'égard de la fréquence accrue des avis d'utilisation de données aux clients, ainsi que le délestage du trafic de données vers les points d'accès Wi-Fi qui sont de plus en plus disponibles. Les PMAA devraient continuer d'augmenter légèrement en 2017, en raison de la croissance continue de l'utilisation des données, et de la variation continue de la composition de notre clientèle en faveur d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée, comme ce fut le cas aux troisième et quatrième trimestres de 2016. Toutefois, le niveau des PMAA dépend fortement de la concurrence, de la conjoncture économique, du comportement des consommateurs, du contexte réglementaire, ainsi que du choix des appareils et d'autres facteurs. En conséquence, il n'existe aucune certitude que la croissance des PMAA se poursuivra.

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau ont augmenté, passant de 13,9 % à l'exercice 2015 à 14,7 % à l'exercice 2016, en raison principalement de la plus grande proportion de téléphones intelligents dont les coûts de financement sont plus élevés et des pressions concurrentielles. Bien que les volumes de fidélisation aient diminué en 2016, nous avons de manière générale enregistré un volume de renouvellements de contrats plus élevé qu'il ne l'était avant 2015. Nous nous attendons au maintien de cette tendance en ce qui a trait aux contrats d'une durée de deux ans dans les marchés des consommateurs et des petites entreprises. Il se peut également que nous subissions des pressions continues sur le taux de désabonnement aux services postpayés si l'intensification de la concurrence se poursuit, en raison en partie du plus grand nombre de clients dont le contrat est expiré, ainsi que du nombre de clients qui possèdent déjà

un appareil et ne signent pas de contrats d'une durée donnée. En conséquence, les résultats d'exploitation du secteur des services mobiles dans le passé et les tendances pourraient ne pas refléter les résultats et les tendances des périodes futures.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, l'augmentation des frais d'acquisition connexes et des ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats au cours des troisième et quatrième trimestres ont, dans le passé, revêtu un caractère saisonnier important au cours de ces deux trimestres. Ces facteurs peuvent avoir une plus grande incidence lorsque surviennent le lancement d'appareils populaires et d'autres événements saisonniers tels que la rentrée scolaire, le Vendredi fou et Noël. Les coûts liés à l'accroissement des volumes de mises en service, dont le caractère est saisonnier, donnent habituellement lieu à une baisse séquentielle du BAIIA du secteur des services mobiles du deuxième trimestre au quatrième trimestre, laquelle est habituellement suivie par une augmentation séquentielle du BAIIA du secteur des services mobiles du quatrième trimestre au deuxième trimestre. Les ajouts d'abonnés sont généralement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Dans le passé, les PMAA tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, en raison de l'utilisation accrue de ces services et du recours aux services d'itinérance au printemps et en été, et des baisses séquentielles saisonnières aux quatrième et premier trimestres. Cette incidence saisonnière sur les PMAA s'atténue, au fur et à mesure que les forfaits voix illimitée au pays deviennent plus prépondérants, et que l'utilisation des services de transmission de la voix facturables et que les pics d'utilisation des services interurbains deviennent moins prononcés. Par ailleurs, les clients optent pour des forfaits de données comportant des capacités accrues, ce qui donne lieu à une plus faible variabilité au chapitre de l'utilisation des services de transmission de données facturables. Se reporter à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », de notre rapport de gestion annuel 2016 pour des renseignements sur l'incidence d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, sur le moment auquel les produits sont comptabilisés et sur le classement des produits.

Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles

Aux 31 décembre	2016	2015	Variation			
Abonnés (en milliers)						
Postpayés ¹	7 550	7 352	2,7 %			
Prépayés	1 035	1 105	(6,3) %			
Total	8 585	8 457	1,5 %			
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	87,9	86,9	1,0 pt			
Population couverte par le réseau HSPA+ ² (en millions)	35,7	35,7	— %			
Population couverte par le réseau LTE ² (en millions)	35,2	34,9	0,9 %			
	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Ajouts bruts d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	297	273	8,8 %	1 039	1 014	2,5 %
Prépayés	101	98	3,1 %	360	429	(16,1) %
Total	398	371	7,3 %	1 399	1 443	(3,0) %
Ajouts nets d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	87	62	40,3 %	243	244	(0,4) %
Prépayés	(9)	(26)	65,4 %	(70)	(68)	(2,9) %
Total	78	36	116,7 %	173	176	(1,7) %
PMAA combinés, par mois ³ (en dollars)	66,24	63,74	3,9 %	65,10	63,45	2,6 %
Taux de désabonnement, par mois³ (en %)						
Combinés	1,25	1,32	(0,07) pt	1,21	1,26	(0,05) pt
Services postpayés	0,98	1,01	(0,03) pt	0,95	0,94	0,01 pt
Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ³ (en dollars)	500	472	6,0 %	455	418	8,9 %
Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau ³ (en %)	17,9	17,0	0,9 pt	14,7	13,9	0,8 pt

1. Par suite de l'examen du nombre de clients au premier trimestre de 2016, nous avons réduit de 45 000 le solde d'ouverture relatif au nombre d'abonnés aux services postpayés pour 2016.
2. Y compris les ententes de partage de réseau conclues avec d'autres entreprises de télécommunications canadiennes.
3. Se reporter à la rubrique 4.2, « *Indicateurs opérationnels* ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.

Produits d'exploitation – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Produits tirés des services de réseau	1 681	1 595	5,4 %	6 541	6 298	3,9 %
Produits tirés de l'équipement et autres produits	155	170	(8,8) %	537	626	(14,2) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 836	1 765	4,0 %	7 078	6 924	2,2 %
Autres produits d'exploitation	5	7	(28,6) %	37	9	n.s.
Produits d'exploitation externes	1 841	1 772	3,9 %	7 115	6 933	2,6 %
Produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles	15	17	(11,8) %	58	61	(4,9) %
Total des produits d'exploitation	1 856	1 789	3,7 %	7 173	6 994	2,6 %

Les **produits tirés des services de réseau** provenant de clients externes se sont accrus de 86 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 243 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté de 10,7 % au quatrième trimestre de 2016 et de 9,4 % au cours de l'exercice complet 2016, résultats qui reflètent i) la proportion accrue des forfaits de deux ans assortis de tarifs plus élevés dans la composition des produits, y compris les nouveaux forfaits Extra Plus lancés en juin 2016; ii) la plus grande proportion de clients ayant choisi des forfaits comportant de plus importants lots de données ou ayant accru leurs lots de données; iii) la croissance du nombre d'abonnés; iv) la plus grande proportion d'abonnés des services postpayés; v) la hausse de l'utilisation des données découlant de l'adoption d'appareils utilisant de grands volumes de données. Les produits tirés des services de transmission de la voix ont diminué de 1,3 % au quatrième trimestre de 2016 et de 2,8 % au cours de l'exercice complet 2016, en raison de l'adoption accrue de forfaits voix illimitée au pays, ainsi que de l'adoption continue, quoique plus modérée, des services de transmission de données, facteurs neutralisés en partie par la croissance du nombre d'abonnés.

- Les **PMAA combinés mensuels** se sont établis à 66,24 \$ au quatrième trimestre et à 65,10 \$ au cours de l'exercice complet 2016, ce qui reflète une hausse de 2,50 \$, ou 3,9 %, pour le trimestre et de 1,65 \$, ou 2,6 %, pour l'exercice complet. Les augmentations sont principalement attribuables à l'incidence de la hausse des produits tirés des services de transmission de données (dont il est fait mention ci-dessus), facteur neutralisé en partie par la diminution continue des produits tirés des services de transmission de la voix.
- Les **ajouts bruts d'abonnés** ont augmenté de 27 000 au quatrième trimestre de 2016 et ont diminué de 44 000 au cours de l'exercice complet 2016. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés ont augmenté de 24 000 au quatrième trimestre de 2016 et de 25 000 au cours de l'exercice complet 2016. Les augmentations des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés découlent du succès remporté par les promotions ciblées et de nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée, facteurs neutralisés en partie par l'intensification de la concurrence et par l'incidence du ralentissement économique, particulièrement en Alberta. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés ont augmenté de 3 000 au quatrième trimestre de 2016, en raison essentiellement du succès que connaît la marque Public Mobile. Au cours de l'exercice complet, les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés ont diminué de 69 000, ce qui reflète essentiellement l'intensification de la concurrence, l'offre de services postpayés assortis de tarifs moins élevés et nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée.
- Le **taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés des services postpayés** s'est établi à 0,98 % au quatrième trimestre de 2016 et à 0,95 % au cours de l'exercice complet 2016, par rapport à 1,01 % et à 0,94 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2015. Le maintien d'un faible taux de désabonnement des abonnés des services postpayés au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2016 reflète l'attention que nous prêtons à nos initiatives accordant la priorité aux clients, ainsi que nos programmes de fidélisation, facteurs neutralisés en partie par l'intensification de la concurrence ainsi que par l'incidence du ralentissement économique, principalement en Alberta, et pour l'exercice complet, par les contrats d'une durée de deux ans et de trois ans ayant commencé à expirer simultanément au premier semestre de 2016. Le taux de désabonnement mensuel combiné s'est établi à 1,25 % au quatrième trimestre de 2016 et à 1,21 % au cours de l'exercice complet 2016, par rapport à 1,32 % et à 1,26 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2015. L'amélioration du taux de désabonnement combiné pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2016 reflète l'amélioration du taux de désabonnement des abonnés des services prépayés et le plus grand nombre d'abonnés des services postpayés.
- Les **ajouts nets d'abonnés** ont augmenté de 42 000 au quatrième trimestre de 2016, en raison de la hausse des ajouts bruts et de l'amélioration du taux de désabonnement mensuel combiné. Au cours de l'exercice complet 2016, les ajouts nets d'abonnés ont diminué de 3 000, en raison de la réduction des ajouts bruts,

facteur neutralisé en partie par l'amélioration du taux de désabonnement mensuel combiné. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés ont augmenté de 25 000 au quatrième trimestre de 2016 et ont diminué de 1 000 au cours de l'exercice complet 2016, en raison des facteurs décrits ci-dessus ayant influé sur les ajouts bruts d'abonnés et sur le taux de désabonnement des abonnés des services postpayés. Le nombre d'abonnés des services prépayés a diminué de 9 000 au quatrième trimestre de 2016 et de 70 000 au cours de l'exercice complet 2016, par rapport à une baisse de 26 000 et de 68 000, respectivement, aux périodes correspondantes de 2015. La réduction du nombre d'abonnés des services prépayés au cours de toutes les périodes reflète les conversions aux services postpayés (en raison de nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés des services postpayés à valeur plus élevée) et l'intensification de la concurrence en ce qui a trait aux services prépayés.

Les **produits tirés de l'équipement et autres services** ont diminué de 15 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 89 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison de la hausse des coûts de financement par appareil, de la diminution des volumes de fidélisation, de l'intensification de la concurrence, ainsi que de la cessation de la comptabilisation des produits tirés de Black's Photography découlant de la fermeture de ces magasins en août 2015, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés et par la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus.

Les **autres produits d'exploitation** ont diminué de 2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et ont augmenté de 28 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. La diminution au cours du trimestre tient au caractère non récurrent des profits à la cession de certains biens immobiliers comptabilisés en 2015, facteur neutralisé en partie par les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières en 2016. L'augmentation au cours de l'exercice complet est en grande partie attribuable aux profits nets et au bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, aux profits liés à la vente d'immobilisations corporelles en 2016, ainsi qu'au profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil au deuxième trimestre de 2016.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** du secteur des services mobiles représentent les services de réseau fournis au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges d'exploitation – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Achat de biens et services :						
Charges liées aux ventes d'équipement	513	480	6,9 %	1 684	1 623	3,8 %
Charges d'exploitation des services de réseau	200	190	5,3 %	773	759	1,8 %
Frais de marketing	131	129	1,6 %	420	436	(3,7) %
Autres ¹	181	166	9,0 %	667	653	2,1 %
Charge au titre des avantages du personnel ^{1,2}	233	196	18,9 %	723	717	0,8 %
Charges d'exploitation du secteur des services mobiles	1 258	1 161	8,4 %	4 267	4 188	1,9 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 4.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».
2. Comprend une charge de rémunération remaniée de 70 millions de dollars comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.

Le total des charges d'exploitation du secteur des services mobiles a augmenté de 97 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 79 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016.

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont augmenté de 33 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 61 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, ce qui reflète la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, y compris les appareils supérieurs compris dans les forfaits Extra Plus, et la hausse des coûts des appareils (y compris l'incidence de la hausse des coûts des fournisseurs découlant de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours des deux dernières années), de même que l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés, facteurs neutralisés en partie par la diminution des volumes de fidélisation, ainsi que par la réduction du coût des ventes découlant de la fermeture des magasins Black's Photography en août 2015.

- Les **frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau** se sont établis à 17,9 % au quatrième trimestre de 2016 et à 14,7 % au cours de l'exercice complet 2016, par rapport à 17,0 % au quatrième trimestre de 2015 et à 13,9 % au cours de l'exercice complet 2015. Les augmentations s'expliquent par la hausse des coûts de financement par appareil, y compris l'incidence des nouveaux forfaits Extra Plus lancés en juin 2016, reflétant les facteurs influant sur les charges liées aux ventes d'équipement dont il est fait mention ci-dessus, facteur neutralisé en partie par la diminution des volumes de fidélisation et par la réduction des commissions connexes.
- Les **frais d'acquisition par ajout brut d'abonné** se sont élevés à 500 \$ au quatrième trimestre de 2016 et à 455 \$ au cours de l'exercice complet 2016, en hausse de 28 \$ et de 37 \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2015. Ces augmentations reflètent les facteurs influant sur les charges liées aux ventes d'équipement dont il est fait mention ci-dessus et, en ce qui concerne le trimestre, la hausse des frais de publicité et de promotion, laquelle a été neutralisée en partie par la réduction des commissions.

Les **charges d'exploitation des services de réseau** ont augmenté de 10 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 14 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. Les augmentations tiennent principalement à l'accroissement des volumes liés aux services d'itinérance, facteur neutralisé en partie par la baisse des coûts d'entretien.

Les **frais de marketing** ont augmenté de 2 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et ont diminué de 16 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. Les frais de publicité et de promotion ont augmenté au quatrième trimestre, en raison des activités de marketing saisonnières, mais ils ont de façon générale diminué au cours de l'exercice complet. De plus, les frais de marketing au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet ont été touchés favorablement par la baisse des charges au titre des commissions en raison de la diminution des volumes de fidélisation.

Les **autres charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté de 15 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 14 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison principalement de l'accroissement des coûts liés à la main-d'œuvre externe, des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre au cours du trimestre, ainsi que de la hausse de la provision pour créances douteuses afin de prendre en charge le plus grand nombre d'abonnés, facteurs neutralisés en partie par la baisse des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre au cours de l'exercice complet, en raison des provisions relatives à la fermeture des magasins de détail Black's Photography au troisième trimestre de 2015.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté de 37 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 6 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison essentiellement de la charge de rémunération remaniée de 70 millions de dollars comptabilisée au quatrième trimestre de 2016 (se reporter à l'analyse présentée à la section « *Charge au titre des avantages du personnel* », à la *rubrique 1.2*). En excluant la charge de rémunération remaniée, la rémunération du personnel a diminué de 33 millions de dollars au quatrième trimestre et de 64 millions de dollars au cours de l'exercice complet, ce qui tient en grande partie à la réduction des coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre et aux économies découlant des initiatives continues d'efficacité et d'efficacité opérationnelles.

BAIIA – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les marges)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
BAIIA	598	628	(4,7) %	2 906	2 806	3,6 %
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA ¹	85	25	n.s.	121	81	49,4 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	683	653	4,6 %	3 027	2 887	4,8 %
Déduire : profit lié à la vente de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	—	(15)	—	n.s.
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	(4)	—	n.s.	(12)	—	n.s.
BAIIA ajusté ²	679	653	4,0 %	3 000	2 887	3,9 %
Marge du BAIIA (en %)	32,2	35,1	(2,9) pts	40,5	40,1	0,4 pt
Marge du BAIIA ajusté ³ (en %)	36,7	36,5	0,2 pt	42,0	41,3	0,7 pt

1. Comprend une charge de rémunération remaniée de 70 millions de dollars comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.
2. Se reporter à la description fournie à la section « BAIIA », à la rubrique 4.1.
3. Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières sont exclus du BAIIA et des produits d'exploitation, et les coûts de restructuration et autres coûts sont exclus du BAIIA.

Le BAIIA du secteur des services mobiles a diminué de 30 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et a augmenté de 100 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. La diminution au cours du trimestre tient principalement à la charge de rémunération remaniée comptabilisée au quatrième trimestre de 2016. Le BAIIA ajusté du secteur des services mobiles a augmenté de 26 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 113 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, résultats qui reflètent la croissance des produits tirés des services de réseau en raison de l'augmentation des PMAA et de l'accroissement du nombre d'abonnés, ainsi que les initiatives continues d'efficacité et d'efficacité opérationnelles, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation. Si le BAIIA ajusté de l'exercice 2015 avait également exclu le profit non récurrent à la cession de certains biens immobiliers comptabilisé au quatrième trimestre de 2015, le BAIIA ajusté du secteur des services mobiles aurait reflété une augmentation d'environ 33 millions de dollars, ou 5,1 %, au quatrième trimestre de 2016, et une augmentation d'environ 120 millions de dollars, ou 4,2 %, pour l'exercice complet 2016.

1.4 Secteur des services filaires
Tendances – secteur des services filaires

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de données reflète la croissance des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, des services Internet haute vitesse et des services de transmission de données améliorés, ainsi que des services TELUS TV et TELUS Santé, facteur neutralisé en partie par la diminution des produits tirés de l'équipement de transmission de données. La hausse des produits tirés des services Internet et des services de télévision découle de l'accroissement des produits d'exploitation par client et de la croissance du nombre d'abonnés. La tendance à la baisse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de la voix découle du remplacement de la technologie et de l'utilisation accrue de forfaits interurbains, de la réduction des volumes de services de gros tenant à la concurrence exercée par des fournisseurs offrant des services VoIP (y compris des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises propriétaires d'installations, ainsi que du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services et applications IP, de l'intensification continue de la concurrence sur le marché des petites et moyennes entreprises, ainsi que de l'incidence du ralentissement économique.

La croissance du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse a été plus modérée au cours de l'exercice 2016, en raison principalement de l'incidence du ralentissement économique et de l'intensification de la concurrence; nous nous attendons toutefois à une croissance continue du nombre d'abonnés, en raison de la reprise de l'économie et de nos investissements continus dans l'élargissement de notre réseau à fibres optiques. La croissance du nombre d'abonnés au service TELUS TV est à la baisse en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant du ralentissement économique, du taux de pénétration élevé du marché et de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau continuent de refléter le ralentissement économique, ainsi que la tendance continue au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet.

Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

Aux 31 décembre (en milliers)	2016	2015	Variation			
Nombre d'abonnés :						
Internet haute vitesse ¹	1 655	1 566	5,7 %			
TELUS TV	1 059	1 005	5,4 %			
Lignes résidentielles d'accès au réseau	1 374	1 467	(6,3) %			
Nombre total d'abonnés aux services filaires ¹	4 088	4 038	1,2 %			
	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en milliers)	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés :						
Internet haute vitesse ¹	24	22	9,1 %	68	91	(25,3) %
TELUS TV	16	25	(36,0) %	54	89	(39,3) %
Lignes résidentielles d'accès au réseau	(22)	(24)	8,3 %	(93)	(89)	(4,5) %
Ajouts nets au nombre total d'abonnés aux services filaires	18	23	(21,7) %	29	91	(68,1) %
1. Par suite de l'examen du nombre d'abonnés effectué au premier trimestre de 2016, nous avons augmenté de 21 000 le solde d'ouverture relatif au nombre d'abonnés à Internet haute vitesse pour 2016.						

Produits d'exploitation – secteur des services filaires

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en millions de dollars)	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Services et équipement de transmission de données	1 051	991	6,1 %	4 059	3 772	7,6 %
Services de transmission de la voix	340	358	(5,0) %	1 363	1 496	(8,9) %
Autres services et équipement	61	72	(15,3) %	225	238	(5,5) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 452	1 421	2,2 %	5 647	5 506	2,6 %
Autres produits d'exploitation	12	24	(50,0) %	37	63	(41,3) %
Produits d'exploitation externes	1 464	1 445	1,3 %	5 684	5 569	2,1 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	51	44	15,9 %	194	174	11,5 %
Total des produits d'exploitation	1 515	1 489	1,7 %	5 878	5 743	2,4 %

Le total des produits d'exploitation du secteur des services filaires a augmenté de 26 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 135 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016.

- Les **produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté de 60 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 287 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. Ces augmentations sont principalement attribuables i) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 5,7 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse sur 12 mois, l'augmentation des produits d'exploitation par client découlant des mises à niveau pour des vitesses Internet plus élevées et des forfaits permettant une plus grande utilisation des services de transmission de données, les abonnements auxquels les offres promotionnelles ne s'appliquent plus, la mise en œuvre graduelle de la facturation fondée sur l'utilisation en 2015 de même que certaines hausses de tarifs; ii) à la croissance des produits tirés de l'impartition des processus d'affaires; iii) à l'augmentation des produits tirés de TELUS TV découlant de la croissance de 5,4 % du nombre d'abonnés sur 12 mois et de la hausse des produits d'exploitation par client de même que de certaines hausses de tarifs. Cette croissance a été neutralisée en partie par la réduction continue des services de transmission de données existants, ainsi que par la baisse des produits tirés de l'équipement de transmission de données dans le marché des affaires, laquelle est liée au ralentissement économique, particulièrement en Alberta.
- Les **produits tirés des services de transmission de la voix** ont reculé de 18 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 133 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016. Les diminutions reflètent la réduction continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants découlant du remplacement de la technologie, le ralentissement économique, l'intensification de la concurrence, l'utilisation accrue de forfaits interurbains et la baisse du nombre de minutes d'utilisation des services interurbains de même que la réduction des volumes liés aux services de gros, facteurs neutralisés en partie par certaines hausses de tarifs. Nous avons enregistré une réduction de 6,3 % des lignes résidentielles d'accès au réseau au cours de l'exercice.

- Les **ajouts nets au nombre d'abonnés aux services filaires** se sont établis à 18 000 au quatrième trimestre de 2016 et à 29 000 au cours de l'exercice complet 2016, en baisse de 5 000 et de 62 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2015.

Les **ajouts nets** d'abonnés à Internet haute vitesse ont augmenté de 2 000 au quatrième trimestre de 2016 et ont diminué de 23 000 au cours de l'exercice complet 2016. L'augmentation au quatrième trimestre de 2016 tient à l'élargissement continu de notre couverture à large bande haute vitesse, y compris le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné, ainsi qu'à l'incidence favorable de l'adoption continue des services Télé OPTIK. La diminution au cours de l'exercice complet 2016 est attribuable à l'incidence de l'intensification de la concurrence ainsi qu'à l'incidence du ralentissement économique en Alberta ayant entraîné une hausse du taux de désabonnement. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV ont diminué de 9 000 au quatrième trimestre de 2016 et de 35 000 au cours de l'exercice complet 2016. Les diminutions reflètent la réduction des ajouts bruts, la hausse du taux de désabonnement et la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision par satellite en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant du ralentissement économique en Alberta, du taux de pénétration élevé du marché et de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement. Ces pressions ont été neutralisées en partie par la priorité que nous continuons d'accorder à l'élargissement de l'accessibilité de nos services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, au branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques et au groupement de ces services, ce qui a contribué à la croissance du nombre combiné d'abonnés aux services Internet et de télévision de 122 000, ou 4,7 %, au cours de l'exercice 2016.

Les **pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau** se sont chiffrées à 22 000 au quatrième trimestre de 2016 et à 93 000 au cours de l'exercice complet 2016, par rapport à 24 000 et à 89 000, respectivement, aux périodes correspondantes de 2015. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau continuent de refléter le ralentissement économique, la tendance continue au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, ainsi que l'intensification de la concurrence, facteurs atténués en partie par le succès remporté par l'offre de services groupés et par les initiatives visant à accorder la priorité aux clients.

- Les **produits tirés des autres services et de l'équipement** ont diminué de 11 millions de dollars au quatrième trimestre et de 13 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison principalement de la réduction des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits d'exploitation** ont diminué de 12 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 26 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, résultats qui s'expliquent principalement par le caractère non récurrent des profits à la cession de certains biens immobiliers comptabilisés au quatrième trimestre de 2015, ainsi que par la réduction des montants comptabilisés au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix aux fins de la prestation de services Internet à large bande dans les collectivités rurales et éloignées admissibles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières en 2016.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services fournis au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Achat de biens et services ¹	615	578	6,4 %	2 339	2 296	1,9 %
Charge au titre des avantages du personnel ^{1,2}	729	561	29,9 %	2 216	1 991	11,3 %
Charges d'exploitation du secteur des services filaires	1 344	1 139	18,0 %	4 555	4 287	6,3 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 4.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».
2. Comprend une charge de rémunération remaniée de 235 millions de dollars comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.

Le total des charges d'exploitation du secteur des services filaires a augmenté de 205 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 268 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison principalement des facteurs suivants :

Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté de 37 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 43 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison de l'augmentation des coûts d'exploitation liés au réseau et des frais d'administration afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, de l'accroissement des frais de publicité et de promotion afin de prendre en charge l'offre de services groupés, ainsi qu'en réponse à l'intensification de la concurrence et à la hausse du coût des ventes des services TELUS TV, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la baisse des frais de transit et de résiliation et par la réduction des coûts liés à l'équipement tenant à la diminution des produits tirés de l'équipement.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté de 168 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 225 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison principalement de la comptabilisation, au quatrième trimestre de 2016, d'une charge de rémunération remaniée (se reporter à l'analyse présentée à la section « *Charge au titre des avantages du personnel* », à la *rubrique 1.2*). En excluant la charge de rémunération remaniée, la charge au titre des avantages du personnel a diminué de 67 millions de dollars au quatrième trimestre et de 10 millions de dollars au cours de l'exercice complet. Ces diminutions sont principalement attribuables à la réduction des coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre, à la diminution des charges au titre des régimes de retraite à prestations définies et à une réduction de la rémunération du personnel au quatrième trimestre découlant des initiatives d'efficacité opérationnelles, facteurs neutralisés en partie par la croissance du nombre d'employés et de la rémunération de TELUS International afin de prendre en charge l'augmentation des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires.

BAIIA – secteur des services filaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
BAIIA	171	350	(51,1) %	1 323	1 456	(9,1) %
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA ¹	263	74	n.s.	358	145	146,9 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	434	424	2,4 %	1 681	1 601	5,0 %
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	(3)	—	n.s.	(14)	—	n.s.
BAIIA ajusté ²	431	424	1,7 %	1 667	1 601	4,1 %
Marge du BAIIA (en %)	11,3	23,5	(12,2) pts	22,5	25,4	(2,9) pts
Marge du BAIIA ajusté ³ (en %)	28,5	28,5	—	28,4	27,9	0,5 pt

1. Comprend une charge de rémunération remaniée de 235 millions de dollars comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.

2. Se reporter à la description fournie à la section « *BAIIA* », à la *rubrique 4.1*.

3. Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté, les profits nets et le bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières sont exclus du BAIIA et des produits d'exploitation, et les coûts de restructuration et autres coûts sont exclus du BAIIA.

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 179 millions de dollars au quatrième trimestre et de 133 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison principalement de la charge de rémunération remaniée comptabilisée au quatrième trimestre de 2016. Le BAIIA ajusté du secteur des services filaires s'est accru de 1,7 % au quatrième trimestre de 2016 et de 4,1 % au cours de l'exercice complet 2016, tandis que les produits d'exploitation ont augmenté de 1,5 % au quatrième trimestre de 2016 et de 2,1 % au cours de l'exercice complet 2016, en excluant l'incidence nette des activités d'aménagement des coentreprises immobilières sur les produits. Ces résultats reflètent la mise en œuvre de nos programmes d'optimisation des coûts, ainsi que l'amélioration des marges liées aux services de transmission de données, y compris les services Internet, les services d'impartition des processus d'affaires, et les services TELUS TV et TELUS Santé. Si le BAIIA ajusté de l'exercice 2015 avait également exclu le profit non récurrent à la cession de certains biens immobiliers comptabilisé au quatrième trimestre de 2015, le BAIIA ajusté du secteur des services filaires aurait reflété une augmentation d'environ 20 millions de dollars, ou 5,0 %, au quatrième trimestre de 2016, et une augmentation d'environ 79 millions de dollars, ou 5,0 %, pour l'exercice complet 2016.

1.5 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et tendances

Se reporter à notre rapport de gestion annuel 2016 pour des renseignements concernant le sommaire des résultats trimestriels consolidés et pour une analyse des tendances.

1.6 Fiche d'évaluation des résultats (mesures clés du rendement)

En 2016, nous avons atteint trois de nos quatre objectifs initiaux au chapitre des chiffres consolidés, et nous avons atteint tous nos objectifs initiaux au chapitre des résultats sectoriels, sauf en ce qui concerne les dépenses d'investissement. En ce qui concerne l'indication mise à jour liée à nos cinq objectifs visant les résultats du deuxième trimestre, nous avons atteint l'objectif révisé au chapitre des produits consolidés, du BAIIA consolidé excluant les coûts de restructuration et autres coûts, et du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts du secteur des services mobiles. Nous n'avons pas atteint les indications révisées liées aux dépenses d'investissement et aux produits externes du secteur des services filaires. Nous avons annoncé nos objectifs initiaux le 11 février 2016.

Nous avons atteint nos objectifs au chapitre des produits consolidés, en raison principalement de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile, qui ont excédé la tranche supérieure de notre fourchette cible. La croissance des produits tirés des services de réseau mobile est attribuable à la hausse plus élevée que prévu des PMAA (en raison de l'utilisation accrue des services de transmission de données) et à la croissance du nombre d'abonnés. Les produits du secteur des services filaires se sont établis légèrement en deçà de l'indication révisée de la tranche inférieure de notre fourchette cible, en raison de la croissance plus lente que prévu des produits tirés des services de transmission de données, de la diminution continue des services de transmission de la voix et des dépenses des entreprises plus faibles que prévu au second semestre de 2016.

Nous avons atteint notre objectif au chapitre du BAIIA consolidé excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Nous avons atteint notre objectif au chapitre du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts du secteur des services mobiles, en raison de l'accroissement des produits tirés des services de réseau et de la mise en œuvre de nos initiatives d'efficience et d'efficacité opérationnelles, facteurs neutralisés en partie par la hausse des frais d'acquisition et de fidélisation. Nous avons atteint notre objectif au chapitre du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts du secteur des services filaires, en raison de la mise en œuvre de nos initiatives d'efficience et d'efficacité opérationnelles et de l'amélioration des marges liées aux services de transmission de données améliorés, aux services TELUS TV, aux services d'impartition des processus d'affaires et aux services TELUS Santé.

Notre BPA de base s'est chiffré à 2,06 \$ pour l'exercice 2016, résultat qui tient compte de l'incidence de la charge de rémunération remaniée de 0,38 \$ comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016; cependant, l'objectif au chapitre du BPA de base ne tenait pas compte de cette charge. En excluant l'incidence de la charge de rémunération remaniée, le BPA de base se situe dans notre fourchette cible.

Les dépenses d'investissement en 2016 ont excédé notre objectif initial et notre indication révisée, en raison de nos investissements continus dans l'infrastructure à large bande, y compris notre réseau à fibres optiques, qui permet également la prise en charge de la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G, et le déploiement des licences de spectre dans les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2 500 MHz.

Le tableau suivant illustre le rendement de TELUS par rapport à nos objectifs initiaux ou révisés pour 2016 et présente également nos objectifs pour 2017. Les politiques financières liées à notre structure du capital et notre compte rendu du plan financier et du plan de gestion de la structure du capital sont décrits à la *rubrique 4.3* de notre rapport de gestion annuel 2016. Nos objectifs, nos plans et nos hypothèses concernant 2017 constituent des énoncés prospectifs et ils doivent être lus en parallèle avec la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de la présente analyse par la direction des activités d'exploitation. (Se reporter également à la *rubrique 10*, « *Risques et gestion des risques* », de notre rapport de gestion annuel 2016.)

Fiche d'évaluation

	Rendement pour 2016			Objectifs pour 2017 et croissance ⁵
	Résultats réels et croissance	Objectifs initiaux ou révisés ⁴ et croissance	Résultat	
Chiffres consolidés				
Produits	12,799 G\$ 2,4 %	12,775 G\$ à 12,875 G\$ ^{4a} 2,2 % à 3,0 %	✓	13,120 G\$ à 13,250 G\$ 2,5 % à 3,5 %
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts ¹	4,708 G\$ 4,9 %	4,650 G\$ à 4,755 G\$ ^{4b} 3,6 % à 6,0 %	✓	4,850 G\$ à 4,995 G\$ 3,0 % à 6,0 %
BPA de base	2,06 \$ (10,0) %	—	—	—
BPA de base ²	2,44 \$ 6,6 %	2,40 \$ à 2,56 \$ 5,0 % à 12,0 %	✓	2,49 \$ à 2,64 \$ 2,0 % à 8,0 %
Dépenses d'investissement ³	2,968 G\$	Environ 2,85 G\$ ^{4c}	X	Environ 2,9 G\$
Secteur des services mobiles				
Produits tirés des services de réseau (externes)	6,541 G\$ 3,9 %	6,425 G\$ à 6,490 G\$ 2,0 % à 3,0 %	✓	—
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	3,027 G\$ 4,8 %	3,000 G\$ à 3,060 G\$ ^{4d} 3,9 % à 6,0 %	✓	—
Secteur des services filaires				
Produits (externes)	5,684 G\$ 2,1 %	5,705 G\$ à 5,735 G\$ ^{4e} 2,4 % à 3,0 %	X	—
BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	1,681 G\$ 5,1 %	1,650 G\$ à 1,695 G\$ 3,0 % à 6,0 %	✓	—

Objectif atteint ✓; Objectif non atteint X.

- Se reporter à la description présentée à la *rubrique 4.1*, « *Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières* ».
- L'objectif au chapitre du BPA de base ne tient pas compte de la rémunération remaniée de 0,38 \$ par action après impôt sur le résultat comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016; les résultats réels ont été ajustés de manière à exclure la charge de rémunération remaniée.
- Ne tient pas compte des dépenses au titre des licences de spectre.
- Les objectifs ont été révisés au deuxième trimestre de 2016 afin de refléter le rendement amélioré du secteur des services mobiles et du secteur des services filaires, ainsi que le contexte général favorable en ce qui a trait aux dépenses d'investissement générationnelles liées à l'infrastructure à large bande.
 - L'objectif initial au chapitre des produits consolidés était de 12,750 milliards de dollars à 12,875 milliards de dollars, ou une hausse de 2,0 % à 3,0 %.
 - L'objectif initial au chapitre du BAlIA consolidé excluant les coûts de restructuration et autres coûts était de 4,625 milliards de dollars à 4,755 milliards de dollars, ou une hausse de 3,0 % à 6,0 %.
 - L'objectif initial au chapitre des dépenses d'investissement était de 2,65 milliards de dollars.
 - L'objectif initial au chapitre du BAlIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts du secteur des services mobiles était de 2,975 milliards de dollars à 3,060 milliards de dollars, ou une hausse de 3,0 % à 6,0 %.
 - L'objectif initial au chapitre des produits externes du secteur des services filaires était de 5,680 milliards de dollars à 5,735 milliards de dollars, ou une hausse de 2,0 % à 3,0 %.
- Les objectifs ne tiennent pas compte de l'entente avec BCE Inc. (« BCE ») dont la conclusion n'a pas encore eu lieu et en vertu de laquelle nous ferons l'acquisition d'une partie des abonnés des services mobiles postpayés de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS ») et des magasins de MTS au Manitoba, sous réserve de la conclusion de l'acquisition de MTS par BCE.

Nous avons formulé les principales hypothèses suivantes lorsque nous avons annoncé les objectifs pour 2016, en février 2016.

Hypothèses relatives aux objectifs pour 2016 et résultats

- Nos estimations concernant l'économie sont basées sur une combinaison d'estimations formulées par des banques canadiennes et d'autres sources. Nos estimations initiales pour 2016 étaient les suivantes : i) croissance modérée de l'économie au Canada de 1,7 %, en hausse par rapport à un taux de croissance estimé de 1,1 % en 2015; ii) en ce qui concerne les provinces de l'ouest du Canada où nous sommes l'entreprise de service local titulaire, taux de croissance de l'économie en Colombie-Britannique de 2,0 % à 2,5 % et taux de croissance de l'économie en Alberta de 0,5 % à 1,0 %, en partie en raison de la faiblesse des prix du pétrole.

Dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2016, nous avons révisé nos hypothèses concernant la croissance (contraction) de l'économie en 2016 comme suit : croissance estimée de l'économie de 1,4 % au Canada et de 2,5 % en Colombie-Britannique, et contraction de l'économie entre (1,0) % et (1,5) % en Alberta. Dans notre rapport de gestion du deuxième trimestre de 2016, nous avons de nouveau révisé nos hypothèses concernant la croissance (contraction) de l'économie en 2016 comme suit : croissance de l'économie de 1,3 % au Canada et de 2,9 % en Colombie-Britannique, et contraction de l'économie de (2,0) % en Alberta, en raison en partie des feux de forêt qui ont ravagé Fort McMurray. Dans notre rapport de gestion du troisième trimestre de 2016, nous avons également révisé nos hypothèses concernant la croissance (contraction) de l'économie en 2016 comme suit : croissance de l'économie de 1,2 % au Canada et de 2,8 % en Colombie-Britannique, et contraction de l'économie de (2,2) % en Alberta.

Nous estimons que la croissance de l'économie en 2016 s'est élevée à 1,2 % au Canada et à 2,9 % en Colombie-Britannique, et que la contraction de l'économie en Alberta s'est établie à (2,4) %.

- Notre hypothèse initiale concernant les coûts de restructuration et autres coûts était d'environ 175 millions de dollars au titre des initiatives continues d'efficacité opérationnelles. L'hypothèse concernant les autres coûts ne tenait pas compte de la charge de rémunération remaniée de 305 millions de dollars comptabilisée au quatrième trimestre de 2016.
- Notre hypothèse prévoyait des frais d'acquisition et de fidélisation du secteur des services mobiles stables, par rapport à 2015, en fonction du nombre brut de mises en service, des pressions du marché et de l'incidence continue de l'expiration simultanée, à compter de juin 2015, des forfaits d'une durée de deux ans et de trois ans. Les frais d'acquisition et de fidélisation ont augmenté en 2016, en raison de l'intensification de la concurrence, ce qui a donné lieu à une hausse des taux de financement des appareils.

Hypothèses confirmées :

- Aucune décision réglementaire ni aucune mesure gouvernementale défavorables importantes.
- Poursuite de la concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs.
- Hausse modérée de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, comparable à 2016.
- Adoption et échange continus, par les abonnés, de téléphones intelligents à forte concentration de données, en raison du fait que les clients désirent une connectivité mobile accrue à Internet.
- Croissance des produits tirés des services mobiles découlant de la modeste croissance des mises en service des abonnés aux services postpayés et des PMAA combinés.
- Croissance continue des produits tirés des services filaires de transmission de données, qui découle de l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK, de l'augmentation des vitesses et de l'élargissement de l'infrastructure à large bande, ainsi que des solutions liées aux services d'impartition des processus d'affaires et des solutions en santé.
- Maintien de l'attention que nous prêtons à nos initiatives accordant la priorité aux clients et de la probabilité que nos clients recommandent nos produits et services.
- Régimes de retraite : charge au titre des régimes de retraite à prestations définies se composant d'un montant d'environ 89 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel et d'un montant d'environ 5 millions de dollars comptabilisé dans les coûts de financement relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel; taux d'actualisation de 4,00 % aux fins de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies du personnel (3,90 % en 2015); montant d'environ 57 millions de dollars aux fins de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies. Les résultats réels sont les suivants : montant de 92 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel, montant de 6 millions de dollars comptabilisé relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel, taux d'actualisation de 4,00 % et montant de 70 millions de dollars aux fins de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies.
- Impôt sur le résultat : impôt sur le résultat calculé selon le taux prévu par la loi applicable de 26,3 % à 26,8 % et paiements d'impôt en trésorerie de 570 millions de dollars à 630 millions de dollars (256 millions de dollars en 2015). Les résultats réels sont les suivants : taux d'imposition prévu par la loi de 26,7 % et paiements d'impôt en trésorerie de 600 millions de dollars.
- Investissements accrus dans l'infrastructure à large bande, y compris notre nouveau réseau à fibres optiques, ainsi que dans l'élargissement et la mise à niveau du réseau 4G LTE, de même que dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.
- Dépréciation continue du taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement au taux de change moyen de 78 cents US en 2015. Le taux de change moyen en 2016 s'est établi à 75,5 cents US.

1.7 Objectifs financiers et opérationnels pour 2017

Pour 2017, nous prévoyons une croissance des produits consolidés de 13,120 milliards de dollars à 13,250 milliards de dollars, ou d'environ 2,5 % à 3,5 %. Nous prévoyons un BAIIA consolidé excluant les coûts de restructuration et autres coûts de 4,850 milliards de dollars à 4,995 milliards de dollars, soit une croissance d'environ 3,0 % à 6,0 %. La croissance des produits et du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts devrait découler de l'accroissement des services de transmission de données mobiles et filaires ainsi que des économies provenant des initiatives d'efficacité et d'efficacité. Nous prévoyons un BPA de base de 2,49 \$ à 2,64 \$, soit une augmentation d'environ 2,0 % à 8,0 %, par rapport à un bénéfice par action de base ajusté en 2016 de manière à ne pas tenir compte d'un montant de 0,38 \$ au titre de la rémunération remaniée. Cette hausse découle principalement de la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Pour 2017, nous n'avons pas publié d'objectifs pour les services mobiles et filaires.

Les dépenses d'investissement consolidées, en excluant l'acquisition de licences de spectre, devraient s'établir à environ 2,9 milliards de dollars en 2017. Nous prévoyons poursuivre l'élargissement et les mises à niveau de notre infrastructure à large bande, y compris le déploiement continu de la fibre optique plus loin dans le réseau et le branchement d'un plus grand nombre de foyers et d'entreprises au réseau à fibres optiques, en vue de soutenir la croissance du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK et l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à large bande. Les investissements dans la fibre permettent également la prise en charge de la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G. Nous prévoyons continuer d'investir dans l'élargissement et la mise à niveau du réseau 4G LTE, y compris le déploiement continu du spectre dans les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2 500 MHz, et nous comptons également investir dans des initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, et dans la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants.

Les politiques financières liées à notre structure du capital et les objectifs financiers à long terme sont décrits à la *rubrique 4.3* de notre rapport de gestion annuel 2016.

L'atteinte de nos objectifs pour 2017 est assujettie à des risques et incertitudes dont il est fait mention dans la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* et dans notre rapport de gestion annuel 2016 déposé le 9 février 2017. Les objectifs de 2017 sont basés sur un grand nombre d'hypothèses, dont les suivantes :

Hypothèses relatives aux objectifs pour 2017

- Croissance modérée de l'économie au Canada en 2017, le taux de croissance estimé étant de 1,8 % (1,2 % en 2016). En ce qui concerne les provinces de l'ouest du Canada où nous sommes l'entreprise de service local titulaire (l'« ESLT »), le taux de croissance estimé de l'économie en Colombie-Britannique sera de 2,3 % en 2017 (2,9 % en 2016), et le taux de croissance de l'économie en Alberta sera de 1,0 % à 2,0 % en 2017 (contraction estimée de 2,4 % en 2016).
- Aucune décision réglementaire ni aucune mesure gouvernementale défavorables importantes.
- Poursuite de la concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs.
- Hausse modérée de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, comparable à 2016.
- Adoption et échange continus, par les abonnés, de téléphones intelligents à forte concentration de données, en raison du fait que les clients désirent une connectivité mobile accrue à Internet.
- Croissance des produits tirés des services mobiles découlant de la modeste croissance des mises en service des abonnés aux services postpayés et des PMAA combinés.
- Pressions continues sur les frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, qui varieront en fonction du nombre brut de mises en service, de l'intensification de la concurrence et des préférences des clients.
- Croissance continue des produits tirés des services filaires de transmission de données, qui découle de l'accroissement du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse et au service Télé OPTIK, de l'augmentation des vitesses et de l'élargissement de l'infrastructure à large bande, ainsi que de la croissance des services d'impartition des processus d'affaires et des solutions en santé.
- Baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix en raison du remplacement de la technologie et de l'utilisation accrue de forfaits interurbains ainsi que de la réduction des volumes des services de gros.
- Maintien de l'attention que nous prêtons à nos initiatives accordant la priorité aux clients et de la probabilité que nos clients recommandent nos produits et services.

- Régimes de retraite à prestations définies du personnel : charge au titre des régimes de retraite d'un montant d'environ 83 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel et d'un montant d'environ 5 millions de dollars comptabilisé dans les coûts de financement relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel; taux d'actualisation de 3,80 % au titre de l'actualisation de l'obligation, et taux de 4,00 % aux fins de la comptabilisation du coût des services rendus au cours de la période au titre des régimes de retraite à prestations définies du personnel; montant d'environ 65 millions de dollars au titre de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies.
- Coûts de restructuration et autres coûts d'environ 125 millions de dollars au titre des initiatives d'efficacité et d'efficacité opérationnelles, et initiatives au chapitre de l'amélioration des marges visant à atténuer les pressions liées à la croissance de l'économie, du remplacement de la technologie et de la croissance du nombre d'abonnés.
- Impôt sur le résultat : impôt sur le résultat calculé selon le taux d'imposition prévu par la loi applicable de 26,4 % à 26,9 % et paiements d'impôt en trésorerie de 300 millions de dollars à 360 millions de dollars (600 millions de dollars en 2016). La diminution des paiements d'impôt en trésorerie en 2017 est principalement attribuable à la baisse des acomptes provisionnels pour 2017 en fonction du résultat de 2016 et à l'acompte provisionnel final moins élevé pour 2016 devant être versé au début de 2017, facteurs neutralisés en partie par une réduction des économies d'impôt.
- Investissements accrus dans l'infrastructure à large bande, y compris l'élargissement de notre réseau à fibres optiques, ainsi que dans l'accroissement de la capacité et la mise à niveau du réseau 4G LTE, de même que des investissements dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.
- Aucune enchère concernant le spectre pour les services sans fil n'est prévue en 2017.
- Dépréciation continue du taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain (75,5 cents US en 2016).
- Les objectifs ne tiennent pas compte de l'entente avec BCE Inc. (« BCE ») dont la conclusion n'a pas encore eu lieu et en vertu de laquelle nous ferons l'acquisition d'une partie des abonnés des services mobiles postpayés de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS ») et des magasins de MTS au Manitoba, sous réserve de la conclusion de l'acquisition de MTS par BCE.

2. Évolution de la situation financière

Se reporter au rapport de gestion annuel 2016 pour des renseignements concernant l'évolution de la situation financière.

3. Analyse des résultats concernant les flux de trésorerie

Se reporter au rapport de gestion annuel 2016 pour une analyse détaillée des sujets suivants : i) la situation de trésorerie et les sources de financement; ii) les facilités de crédit; iii) la vente de créances clients; iv) les notations du crédit; v) les instruments financiers, engagements et passifs éventuels; vi) l'information sur les actions en circulation; vii) les transactions entre parties liées.

3.1 Aperçu des résultats concernant les flux de trésorerie

Les politiques financières liées à notre structure du capital, notre plan financier et notre compte rendu du plan financier et du plan de gestion de la structure du capital sont décrits à la *rubrique 4.3* de notre rapport de gestion annuel 2016.

Flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Entrées liées aux activités d'exploitation	732	870	(15,9) %	3 219	3 556	(9,5) %
Sorties liées aux activités d'investissement	(848)	(625)	(35,7) %	(2 923)	(4 477)	34,7 %
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	138	(163)	n.s.	(87)	1 084	n.s.
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	22	82	(73,1) %	209	163	28,2 %
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	410	141	n.s.	223	60	n.s.
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	432	223	93,7 %	432	223	93,7 %

3.2 Entrées liées aux activités d'exploitation

Analyse des entrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
BAlIA (se reporter à la <i>rubrique 1.3</i> , « Secteur des services mobiles », et à la <i>rubrique 1.4</i> , « Secteur des services filaires »)	769	978	(209)	4 229	4 262	(33)
Coûts de restructuration et autres coûts, déduction faite des décaissements	51	56	(5)	24	97	(73)
Charges au titre des régimes à prestations définies du personnel, déduction faite des cotisations de l'employeur	8	11	(3)	22	24	(2)
Charge de rémunération fondée sur des actions, déduction faite des paiements	(67)	(78)	11	(2)	(38)	36
Intérêts payés, déduction faite des intérêts reçus	(120)	(108)	(12)	(506)	(434)	(72)
Paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	(29)	(7)	(22)	(600)	(256)	(344)
Autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	120	18	102	52	(99)	151
Entrées liées aux activités d'exploitation	732	870	(138)	3 219	3 556	(337)

- La charge de rémunération fondée sur des actions, déduction faite des paiements, a diminué au quatrième trimestre, en raison principalement du nombre moins élevé d'unités d'actions restreintes relativement auxquelles les droits sont devenus acquis en 2016. La charge de rémunération fondée sur des actions, déduction faite des paiements, au cours de l'exercice complet a diminué, en raison principalement des sorties de trésorerie liées aux unités d'actions restreintes de 2012, la sortie de trésorerie qui aurait dû normalement avoir lieu au quatrième trimestre de 2014 ayant finalement eu lieu au premier trimestre de 2015, en raison d'un retard dans notre répartition annuelle de 2012 des unités d'actions restreintes.
- Les paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des remboursements reçus, ont augmenté au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2016. Les augmentations reflètent la hausse des acomptes provisionnels requis ainsi que l'augmentation des remboursements reçus à la période correspondante de 2015. L'augmentation pour l'exercice complet tient également compte du paiement d'impôt final plus élevé versé au premier trimestre de 2016 pour l'année d'imposition 2015 que celui qui avait été requis au premier trimestre de 2015 pour l'année d'imposition 2014, en raison principalement de l'utilisation des pertes de Public Mobile en 2014.
- Les autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation en 2016 comprennent une augmentation nette des créiteurs et charges à payer, comme il est décrit à la *rubrique 6*, « Évolution de la situation financière », de notre rapport de gestion annuel 2016.

3.3 Sorties liées aux activités d'investissement

Sorties liées aux activités d'investissement

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(781)	(619)	(162)	(2 752)	(2 522)	(230)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	—	(46)	46	(145)	(2 048)	1 903
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions	(74)	—	(74)	(90)	(10)	(80)
Sommes reçues des coentreprises immobilières, déduction faite des avances et des apports	7	(11)	18	70	48	22
Produit des cessions	3	47	(44)	3	52	(49)
Autres	(3)	4	(7)	(9)	3	(12)
	(848)	(625)	(223)	(2 923)	(4 477)	1 554

- L'augmentation des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre, en 2016, tient à ce qui suit :
 - L'augmentation des dépenses d'investissement de 139 millions de dollars au cours du trimestre et de 391 millions de dollars au cours de l'exercice complet (se reporter au tableau « *Mesures des dépenses d'investissement* » et à l'analyse ci-dessous);
 - En ce qui concerne le trimestre, l'augmentation des paiements relatifs aux dépenses d'investissement de 13 millions de dollars tenant au moment auquel les paiements ont été effectués, les créditeurs et charges à payer connexes ayant diminué et la variation nette des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations s'étant établie à 10 millions de dollars. En ce qui concerne l'exercice complet, la diminution des paiements relatifs aux dépenses d'investissement tenant au moment auquel les paiements ont été effectués, les créditeurs et charges à payer connexes ayant augmenté de 171 millions de dollars en 2016, déduction faite de la variation de 10 millions de dollars des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.
- Les paiements au titre des licences de spectre pour les services sans fil en 2016 se composaient d'une contrepartie monétaire aux fins de l'échange approuvé de licences de spectre avec Xplornet au deuxième trimestre. Les paiements en 2015 avaient trait aux licences concernant le spectre des SSFE-3 et le spectre dans la bande de fréquence de 2 500 MHz acquises dans le cadre des enchères de spectre pour les services sans fil tenues par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »).
- Les paiements en trésorerie au titre des acquisitions ont trait à plusieurs acquisitions non significatives sur une base individuelle, qui complètent nos secteurs d'activité existants.
- Les sommes reçues des coentreprises immobilières, déduction faite des avances et des apports, qui découlent principalement du remboursement au titre du financement des travaux de construction effectué par la coentreprise immobilière Jardin TELUS.
- Le produit de cessions en 2015 était principalement lié à la cession de biens immobiliers et de placements de portefeuille peu élevés.

Mesures des dépenses d'investissement

(en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité du capital)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre et les transactions non monétaires)¹						
Secteur des services mobiles	249	209	19,1 %	982	893	10,0 %
Secteur des services filaires	545	446	22,2 %	1 986	1 684	17,9 %
Données consolidées	794	655	21,2 %	2 968	2 577	15,2 %
Intensité du capital du secteur des services mobiles (en %)	13	12	1 pt	14	13	1 pt
Intensité du capital du secteur des services filaires (en %)	36	30	6 pts	34	29	5 pts
Intensité du capital consolidé ² (en %)	24	20	4 pts	23	21	2 pts

1. Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.
2. Se reporter à la rubrique 4.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières », pour une description.

Les dépenses d'investissement du secteur des services mobiles ont augmenté de 40 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 89 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, ce qui découle principalement des investissements continus dans notre réseau à fibres optiques afin de prendre en charge la technologie des petites cellules et ainsi améliorer la couverture et nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G, ainsi que des investissements dans les initiatives d'optimisation des coûts. Les résultats au cours de l'exercice complet 2016 tiennent également compte de l'accroissement des dépenses aux fins du déploiement des licences de spectre dans les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2 500 MHz. Nous avons également effectué des investissements continus dans les initiatives visant la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, ainsi que dans la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants.

Les dépenses d'investissement du secteur des services filaires ont augmenté de 99 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 302 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2016, en raison principalement des investissements continus dans notre infrastructure à large bande, incluant le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises à notre réseau à fibres optiques. Cet investissement soutient la croissance du nombre d'abonnés aux services Internet haute vitesse et aux services Télé OPTIK, ainsi que la demande de nos clients concernant des vitesses des services Internet plus élevées, et accroît le champ d'application et la fonctionnalité de nos solutions d'affaires et de nos solutions en santé. Nous avons également poursuivi nos investissements dans les initiatives d'optimisation des coûts ainsi que dans celles visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.

3.4 Entrées (sorties) liées aux activités de financement
Entrées (sorties) liées aux activités de financement

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	(272)	(252)	(20)	(1 070)	(992)	(78)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	(39)	(226)	187	(179)	(628)	449
Émission de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements par anticipation et à l'échéance	446	322	124	883	2 719	(1 836)
Émission d'actions par une filiale au titre d'une participation ne donnant pas le contrôle	3	—	3	294	—	294
Autres	—	(7)	7	(15)	(15)	—
	138	(163)	301	(87)	1 084	(1 171)

Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires

L'augmentation des dividendes versés au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2016 reflète la hausse du taux de dividende en vertu de notre programme de croissance du dividende, facteur neutralisé en partie par la diminution du nombre d'actions en circulation découlant du rachat et de l'annulation d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation

Notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016 s'est terminée le 14 septembre 2016, et notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2017 a débuté le 30 septembre 2016. En 2015, nous avons racheté environ 16 millions d'actions, pour un montant de 628 millions de dollars, en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2015 et de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2016.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités						
Période	Actions ordinaires rachetées et annulées (en millions)		Prix d'achat moyen par action (en dollars)	Coûts d'achat (en millions de dollars)	Augmentation (diminution) des crédettes (en millions de dollars)	Décaissements (en millions de dollars)
	T1 2016	1				
T2 2016	2	38,43	61	—	61	
T3 2016	—	42,92	19	—	19	
T4 2016	1	39,64	35	—	35	
Total excluant les transactions effectuées par une fiducie constituée aux fins d'un régime d'avantages du personnel						
	4	39,34	165	(10)	175	
Transactions effectuées par une fiducie constituée aux fins d'un régime d'avantages du personnel – T4 2016						
			4	—	4	
Exercice 2016			169	(10)	179	

Émission et remboursement de titres de créance à long terme

Les émissions nettes et les remboursements au quatrième trimestre de 2016 se composent principalement de ce qui suit : une augmentation du papier commercial de 476 millions de dollars, compte tenu de l'incidence des taux de change, le solde ayant été porté de 137 millions de dollars (104 millions de dollars US) au 30 septembre 2016 à 613 millions de dollars (456 millions de dollars US) au 31 décembre 2016, ce qui a été neutralisé en partie par la diminution de 29 millions de dollars des montants nets prélevés sur la facilité de crédit de TELUS International, compte tenu de l'incidence des taux de change.

Pour l'exercice complet 2016, les émissions nettes de titres de créance à long terme et les remboursements se composent principalement de ce qui suit :

- En septembre 2016, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, nous avons émis des billets de premier rang non garantis à 2,80 % d'un montant de 600 millions de dollars US, échéant le 16 février 2027. Le produit a servi à rembourser une tranche de 453 millions de dollars US du papier commercial, la tranche résiduelle devant être utilisée aux fins générales de la société. Nous avons eu recours à un dérivé de change (un swap de devises) qui a effectivement servi à convertir les paiements en capital et les obligations au titre des intérêts en obligations libellées en dollars canadiens relativement auxquelles le taux d'intérêt fixe effectif est de 2,95 % et le montant émis et en circulation effectif est de 792 millions de dollars (reflétant un taux de change fixe de 1,3205 \$).
- Une augmentation nette du papier commercial de 357 millions de dollars, compte tenu de l'incidence des taux de change, le solde ayant été porté de 256 millions de dollars (185 millions de dollars US) au 31 décembre 2015 à 613 millions de dollars (456 millions de dollars US) au 31 décembre 2016.
- Des prélèvements nets sur la facilité de crédit de TELUS International de 332 millions de dollars (253 millions de dollars US) au 31 décembre 2016.
- Déduction faite du remboursement de billets de série CI d'un montant de 600 millions de dollars en mai 2016.

En comparaison, les émissions nettes de titres de créance à long terme et les remboursements au quatrième trimestre de 2015 se composaient principalement de ce qui suit :

- Un remboursement, le 23 novembre 2015, de nos débetures de série 2 de TELUS Communications Inc. d'un montant de 125 millions de dollars, à l'échéance.
- Le 8 décembre 2015, nous avons, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, émis des billets de premier rang non garantis d'un montant de 1,0 milliard de dollars, comprenant des billets à 3,75 % d'un montant de 600 millions de dollars échéant le 10 mars 2026 et des billets à 4,85 % d'un montant de 400 millions de dollars par l'intermédiaire d'une nouvelle émission des billets de série CP échéant le 5 avril 2044. Le produit net a été affecté au remboursement d'une tranche d'environ 956 millions de dollars de l'encours du papier commercial et au remboursement, à l'échéance, d'une tranche du montant en capital de 600 millions de dollars des billets de série CI de TELUS arrivant à échéance en mai 2016. La tranche résiduelle a été utilisée aux fins générales de la société.
- Une diminution du papier commercial au quatrième trimestre de 2015, qui a été ramené de 787 millions de dollars (589 millions de dollars US) au 30 septembre 2015 à 256 millions de dollars (185 millions de dollars US) au 31 décembre 2015.

Pour l'exercice complet 2015, les émissions nettes de titres de créance à long terme et les remboursements se composaient principalement des éléments observés au quatrième trimestre dont il est fait mention ci-dessus et de ce qui suit :

- Le 24 mars 2015, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, nous avons émis des billets de premier rang non garantis d'un montant de 1,75 milliard de dollars, en trois séries, soit des billets à 1,50 % d'un montant de 250 millions de dollars échéant le 27 mars 2018, des billets à 2,35 % d'un montant de 1,0 milliard de dollars échéant le 28 mars 2022, et des billets à 4,40 % d'un montant de 500 millions de dollars échéant le 29 janvier 2046. Le produit net a servi à financer une portion du prix d'achat de 1,5 milliard de dollars des licences de spectre pour les SSFE-3 acquises dans le cadre des enchères tenues par ISDE au premier trimestre de 2015, ainsi qu'à rembourser une tranche d'environ 110 millions de dollars du montant prélevé sur la facilité de crédit de 2014 (laquelle a subséquemment été renouvelée et prorogée) et une tranche d'environ 135 millions de dollars de l'encours du papier commercial. La tranche résiduelle a été utilisée aux fins générales de la société.
- Une augmentation nette du papier commercial de 126 millions de dollars, qui a été porté à 256 millions de dollars (185 millions de dollars US) au 31 décembre 2015.
- Une diminution des montants prélevés sur notre facilité de crédit renouvelable d'une durée de cinq ans, qui ont été ramenés de 400 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015 à néant au troisième trimestre de 2015. Au 31 décembre 2015, aucun montant n'avait été prélevé sur notre facilité de crédit d'une durée de cinq ans, et un montant de 256 millions de dollars était requis pour garantir le papier commercial.

La durée moyenne à l'échéance de notre dette à long terme (excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International) était d'environ 10,4 ans au 31 décembre 2016 (environ 11,1 ans au 31 décembre 2015). De plus, le coût moyen pondéré de notre dette à long terme (excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International) était de 4,22 % au 31 décembre 2016, par rapport à 4,32 % au 31 décembre 2015.

4. Définitions et rapprochements

4.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet. Nous avons recours à ces mesures pour évaluer le rendement de TELUS, et aussi pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables.

Bénéfice net ajusté et bénéfice par action de base ajusté : Ces mesures servent à évaluer le rendement consolidé et ne tiennent pas compte des éléments qui pourraient occulter les tendances sous-jacentes concernant le rendement. Ces mesures ne doivent pas être substituées au bénéfice net et au bénéfice par action de base pour évaluer le rendement de TELUS. Les éléments qui pourraient, selon la direction, occulter les tendances sous-jacentes concernant le rendement comprennent les profits ou les pertes importants liés aux participations dans les

coentreprises d'aménagement immobilières, les profits liés à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, les coûts de restructuration et autres coûts, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme (le cas échéant), les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, ainsi que les mises hors service d'immobilisations liées aux activités de restructuration. (Se reporter au tableau « *Analyse du bénéfice net* » et au tableau « *Analyse du BPA de base* », à la rubrique 1.2.)

Intensité du capital : Cette mesure est calculée comme les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) divisées par le total des produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Ratio de distribution : Il s'agit d'une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés, divisé par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires. Le dénominateur applicable aux exercices est le bénéfice par action de base annuel. L'indication visée par notre politique est d'avoir un ratio de distribution annuel sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, qui représente 65 % à 75 % des bénéfices par action prévisibles, sur une base prospective.

Calcul du ratio de distribution

Exercices clos les 31 décembre (en dollars)	2016	2015
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire ¹	1,84	1,68
Dénominateur – Bénéfice net par action ordinaire	2,06	2,29
Ratio (en %)	89	73

Ratio de distribution du bénéfice net ajusté : Ce ratio est une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers, divisé par le bénéfice net ajusté par action. Le bénéfice net ajusté par action représente le bénéfice par action de base, tel qu'il est utilisé aux fins du calcul du **ratio de distribution**, ajusté de manière à ne pas tenir compte du profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, des provisions au titre de l'acquisition de certaines entreprises, de la charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis (la « rémunération remaniée »), de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme (le cas échéant), et des ajustements liés à l'impôt.

Calcul du ratio de distribution du bénéfice net ajusté

Exercices clos les 31 décembre (en dollars)	2016	2015
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire ¹	1,84	1,68
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars) :		
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 223	1 382
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt sur le résultat	(16)	—
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt sur le résultat	(13)	—
Ajouter : provisions au titre de l'acquisition d'entreprises, après impôt sur le résultat	15	—
Ajouter : charge de rémunération remaniée, après impôt sur le résultat	224	—
Ajouter : ajustements défavorables nets (déduire : ajustements favorables nets) liés à l'impôt sur le résultat	(17)	1
	1 416	1 383
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action ordinaire	2,39	2,29
Ratio ajusté (en %)	77	73

BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) : Nous avons publié des indications et présentons le BAIIA parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer le rendement consolidé ainsi que l'apport des secteurs opérationnels. Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Le BAIIA tel qu'il est calculé par TELUS correspond aux produits d'exploitation moins les montants inscrits aux postes « Achat de biens et services » et « Charge au titre des avantages du personnel ».

Nous calculons le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts, car il constitue une composante du **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** et du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclurait les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; selon nous, ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes.

Rapprochement du BAIIA

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice net	87	261	1 236	1 382
Coûts de financement	134	114	520	447
Impôt sur le résultat	15	85	426	524
Amortissement des immobilisations corporelles	406	406	1 564	1 475
Amortissement des immobilisations incorporelles	127	112	483	434
BAIIA	769	978	4 229	4 262
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA ¹	348	99	479	226
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	1 117	1 077	4 708	4 488
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	(15)	—
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	(7)	—	(26)	—
BAIIA ajusté	1 110	1 077	4 667	4 488

1. Comprend une charge de rémunération remaniée de 305 millions de dollars comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.

Flux de trésorerie disponibles : Nous présentons cette mesure comme un indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie. Ils excluent les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs), le produit tiré des actifs cédés ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie. Ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses d'investissement (excluant les acquisitions de licences de spectre) et qui peuvent notamment être utilisés pour payer les dividendes, rembourser la dette, racheter des actions, ou effectuer d'autres investissements. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être complétés de temps à autre par le produit tiré des actifs cédés ou par les activités de financement.

Calcul des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
BAIIA	769	978	4 229	4 262
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	(15)	—
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	(7)	—	(26)	—
Déduire : profits sans effet sur la trésorerie découlant de la vente d'immobilisations corporelles	(2)	—	(17)	—
Coûts de restructuration et autres coûts, déduction faite des décaissements	51	56	24	97
Éléments des tableaux consolidés des flux de trésorerie :				
Rémunération fondée sur des actions	(67)	(78)	(2)	(38)
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	26	37	93	118
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(18)	(26)	(71)	(94)
Intérêts versés	(123)	(129)	(510)	(458)
Intérêts reçus	3	21	4	24
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(794)	(655)	(2 968)	(2 577)
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	(162)	204	741	1 334
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(29)	(7)	(600)	(256)
Flux de trésorerie disponibles	(191)	197	141	1 078

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon notre définition et des entrées liées aux activités d'exploitation.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des entrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie disponibles	(191)	197	141	1 078
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	794	655	2 968	2 577
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités d'exploitation	129	18	110	(99)
Entrées liées aux activités d'exploitation	732	870	3 219	3 556

Dettes nettes : Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des emprunts à court terme et des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couverts par la trésorerie et les placements temporaires disponibles. La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. La dette nette est un élément du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

Calcul de la dette nette

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	2016	2015
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	12 931	12 038
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	67	52
Passifs (actifs) dérivés, montant net	20	(14)
Cumul des autres éléments du résultat global découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change associés aux titres de créance à long terme libellés en dollars américains (excluant les incidences fiscales)	(34)	—
Trésorerie et placements temporaires	(432)	(223)
Emprunts à court terme	100	100
Dettes nettes	12 652	11 953

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts : Cette mesure est définie comme la dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio est de 2,00 à 2,50 fois. Cette mesure est analogue au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit.

Coûts de restructuration et autres coûts : Afin de réduire nos coûts permanents, nous engageons des coûts de restructuration supplémentaires connexes non récurrents. Il est également possible que nous engagions des charges inhabituelles lorsque nous apportons des changements importants ou structurels à nos modèles d'affaires ou à nos modèles opérationnels. Les autres coûts comprennent également les coûts externes supplémentaires engagés relativement aux acquisitions d'entreprises ou à la cession d'activités, ainsi que les frais de litige, dans le contexte de pertes ou de règlements importants.

Au quatrième trimestre de 2016, nous avons versé à la quasi-totalité des membres du personnel syndiqués et non syndiqués actuels situés au Canada des paiements forfaitaires au titre de la rémunération remaniée, et nous avons comptabilisé une charge au titre de cette rémunération dans les autres coûts. Dans le cas des membres du personnel syndiqués et non syndiqués, environ 40 % de la valeur après impôt de ces paiements forfaitaires admissibles a été versée sous forme d'actions ordinaires par l'entremise d'une fiducie constituée aux fins d'un régime d'avantages du personnel.

Composantes des coûts de restructuration et autres coûts

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Achat de biens et services	23	11	62	70
Charge au titre des avantages du personnel ¹	325	88	417	156
Coûts de restructuration et autres coûts	348	99	479	226

1. Comprend une charge de rémunération remaniée de 305 millions de dollars comptabilisée dans les autres coûts au quatrième trimestre de 2016.

4.2 Indicateurs opérationnels

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications offrant des services mobiles et des services filaires. Elles n'ont cependant pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre concernant les abonnés des services mobiles, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés de TELUS ou des services mobiles prépayés de Koodo ou de Public Mobile est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils (coût des appareils pour TELUS, moins le montant initial facturé au client), des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions (y compris le financement des appareils et les commissions) visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

Appareil d'abonné des services mobiles (« abonné ») Unité génératrice de produits tirés des services mobiles active et récurrente (p. ex., un téléphone mobile, une tablette ou une clé Internet mobile) dotée d'un numéro d'identité d'abonné unique (numéro SIM ou IMEI). De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque appareil aux fins de la facturation ou des services de soutien. Les appareils d'abonnés excluent les appareils offrant les services machine à machine (« M à M ») (un sous-ensemble de l'Internet des objets) tels que ceux utilisés pour effectuer le suivi des biens, les systèmes de contrôle à distance et les compteurs, les distributeurs automatiques et les guichets automatiques sans fil.

Nombre d'abonnés des services filaires Unité génératrice de produits active et récurrente, qui a accès aux services autonomes y compris l'accès fixe à Internet, TELUS TV et les lignes résidentielles d'accès au réseau. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque service aux fins de la facturation ou des services de soutien. Le nombre d'abonnés présentés ne tient pas compte des lignes d'affaires d'accès au réseau, car le remplacement des lignes utilisées pour les services de transmission de la voix par les services IP a entraîné des pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau sans qu'aucune baisse similaire des produits soit observée, en raison de la pertinence réduite de ces lignes d'affaires d'accès au réseau en tant qu'indicateur de rendement clé.

Périodes closes les 31 décembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres		Exercices	
	2016	2015	2016	2015
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Services	3 079 \$	2 943 \$	12 000 \$	11 590 \$
Équipement	209	243	725	840
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 288	3 186	12 725	12 430
Autres produits d'exploitation	17	31	74	72
	3 305	3 217	12 799	12 502
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achat de biens et services	1 574	1 482	5 631	5 532
Charge au titre des avantages du personnel	962	757	2 939	2 708
Amortissement des immobilisations corporelles	406	406	1 564	1 475
Amortissement des immobilisations incorporelles	127	112	483	434
	3 069	2 757	10 617	10 149
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	236	460	2 182	2 353
Coûts de financement	134	114	520	447
BÉNÉFICE AVANT IMPÔT	102	346	1 662	1 906
Impôt sur le résultat	15	85	426	524
BÉNÉFICE NET	87	261	1 236	1 382
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat				
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(7)	(3)	(20)	(4)
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	1	8	5	25
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	1	2	—	—
	(5)	7	(15)	21
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat				
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	(167)	486	—	445
	(172)	493	(15)	466
BÉNÉFICE GLOBAL (PERTE GLOBALE)	(85) \$	754 \$	1 221 \$	1 848 \$
BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE :				
Aux actions ordinaires	81 \$	261 \$	1 223 \$	1 382 \$
À la participation ne donnant pas le contrôle	6	—	13	—
	87 \$	261 \$	1 236 \$	1 382 \$
BÉNÉFICE GLOBAL (PERTE GLOBALE) ATTRIBUABLE :				
Aux actions ordinaires	(92) \$	754 \$	1 206 \$	1 848 \$
À la participation ne donnant pas le contrôle	7	—	15	—
	(85) \$	754 \$	1 221 \$	1 848 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE				
De base	0,14 \$	0,44 \$	2,06 \$	2,29 \$
Dilué	0,14 \$	0,44 \$	2,06 \$	2,29 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION				
De base	591	598	592	603
Dilué	592	599	593	604

États consolidés résumés de la situation financière

(non audité)

Aux 31 décembre (en millions)	2016	2015
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	432 \$	223 \$
Débiteurs	1 471	1 428
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	9	1
Stocks	318	360
Charges payées d'avance	233	213
Avances aux coentreprises immobilières	—	66
Actifs dérivés courants	11	40
	2 474	2 331
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles, montant net	10 464	9 736
Immobilisations incorporelles, montant net	10 364	9 985
Goodwill, montant net	3 787	3 761
Autres actifs non courants	640	593
	25 255	24 075
	27 729 \$	26 406 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Emprunts à court terme	100 \$	100 \$
Créditeurs et charges à payer	2 330	1 990
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	37	108
Dividendes à payer	284	263
Facturation par anticipation et dépôts de clients	737	760
Provisions	124	197
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 327	856
Passifs dérivés courants	12	2
	4 951	4 276
Passifs non courants		
Provisions	395	433
Dette à long terme	11 604	11 182
Autres passifs non courants	736	688
Impôt sur le résultat différé	2 107	2 155
	14 842	14 458
Passif	19 793	18 734
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	7 917	7 672
Participation ne donnant pas le contrôle	19	—
	7 936	7 672
	27 729 \$	26 406 \$

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(non audité)

Périodes closes les 31 décembre (en millions)	Trimestres		Exercices	
	2016	2015	2016	2015
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	87 \$	261 \$	1 236 \$	1 382 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	533	518	2 047	1 909
Impôt sur le résultat différé	(90)	(9)	(42)	68
Charge de rémunération fondée sur des actions, montant net	(67)	(78)	(2)	(38)
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	26	37	93	118
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(18)	(26)	(71)	(94)
Autres	34	(39)	29	(3)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	227	206	(71)	214
Entrées liées aux activités d'exploitation	732	870	3 219	3 556
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(781)	(619)	(2 752)	(2 522)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	—	(46)	(145)	(2 048)
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions	(74)	—	(90)	(10)
Avances et apports aux coentreprises immobilières	(5)	(12)	(33)	(50)
Sommes reçues des coentreprises immobilières	12	1	103	98
Produit des cessions	3	47	3	52
Autres	(3)	4	(9)	3
Sorties liées aux activités d'investissement	(848)	(625)	(2 923)	(4 477)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	(272)	(252)	(1 070)	(992)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	(39)	(226)	(179)	(628)
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	—	(1)	—	—
Émission de titres de créance à long terme	1 103	2 694	5 726	8 973
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(657)	(2 372)	(4 843)	(6 254)
Émission d'actions par une filiale aux détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle	3	—	294	—
Autres	—	(6)	(15)	(15)
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	138	(163)	(87)	1 084
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	22	82	209	163
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	410	141	223	60
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	432 \$	223 \$	432 \$	223 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION				
Intérêts versés	(123) \$	(129) \$	(510) \$	(458) \$
Intérêts reçus	3 \$	21 \$	4 \$	24 \$
Impôt sur le résultat payé, montant net	(29) \$	(7) \$	(600) \$	(256) \$

Trimestres clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	
Produits d'exploitation									
Produits externes									
Services	1 689 \$	1 601 \$	1 390 \$	1 342 \$	— \$	— \$	3 079 \$	2 943 \$	
Équipement	147	164	62	79	—	—	209	243	
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 836	1 765	1 452	1 421	—	—	3 288	3 186	
Autres produits d'exploitation	5	7	12	24	—	—	17	31	
	1 841	1 772	1 464	1 445	—	—	3 305	3 217	
Produits intersectoriels	15	17	51	44	(66)	(61)	—	—	
	1 856 \$	1 789 \$	1 515 \$	1 489 \$	(66) \$	(61) \$	3 305 \$	3 217 \$	
BAlIA¹	598 \$	628 \$	171 \$	350 \$	— \$	— \$	769 \$	978 \$	
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre ²	249 \$	209 \$	545 \$	446 \$	— \$	— \$	794 \$	655 \$	
							Produits d'exploitation externes (ci-dessus)	3 305 \$	3 217 \$
							Achat de biens et services	1 574	1 482
							Charge au titre des avantages du personnel	962	757
							BAlIA (ci-dessus)	769	978
							Amortissement des immobilisations corporelles	406	406
							Amortissement des immobilisations incorporelles	127	112
							Bénéfice d'exploitation	236	460
							Coûts de financement	134	114
							Bénéfice avant impôt	102 \$	346 \$

Exercices clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	
Produits d'exploitation									
Produits externes									
Services	6 569 \$	6 338 \$	5 431 \$	5 252 \$	— \$	— \$	12 000 \$	11 590 \$	
Équipement	509	586	216	254	—	—	725	840	
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	7 078	6 924	5 647	5 506	—	—	12 725	12 430	
Autres produits d'exploitation	37	9	37	63	—	—	74	72	
	7 115	6 933	5 684	5 569	—	—	12 799	12 502	
Produits intersectoriels	58	61	194	174	(252)	(235)	—	—	
	7 173 \$	6 994 \$	5 878 \$	5 743 \$	(252) \$	(235) \$	12 799 \$	12 502 \$	
BAlIA¹	2 906 \$	2 806 \$	1 323 \$	1 456 \$	— \$	— \$	4 229 \$	4 262 \$	
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre ²	982 \$	893 \$	1 986 \$	1 684 \$	— \$	— \$	2 968 \$	2 577 \$	
							Produits d'exploitation externes (ci-dessus)	12 799 \$	12 502 \$
							Achat de biens et services	5 631	5 532
							Charge au titre des avantages du personnel	2 939	2 708
							BAlIA (ci-dessus)	4 229	4 262
							Amortissement des immobilisations corporelles	1 564	1 475
							Amortissement des immobilisations incorporelles	483	434
							Bénéfice d'exploitation	2 182	2 353
							Coûts de financement	520	447
							Bénéfice avant impôt	1 662 \$	1 906 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAlIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAlIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAlIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.
2. Total des dépenses d'investissement.



Communiqué

TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

LE PRÉSENT AVIS ANNONCE que le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quarante-huit cents (0,48 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation. Ce dividende sera versé le 3 avril 2017 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 10 mars 2017.

Par ordre du conseil d'administration

Monique Mercier
Vice-présidente à la direction, Affaires corporatives, chef des services juridiques et secrétaire générale

Vancouver (Colombie-Britannique)
Le 8 février 2017

Personne-ressource : Relations avec les investisseurs
1-800-667-4871
ir@telus.com